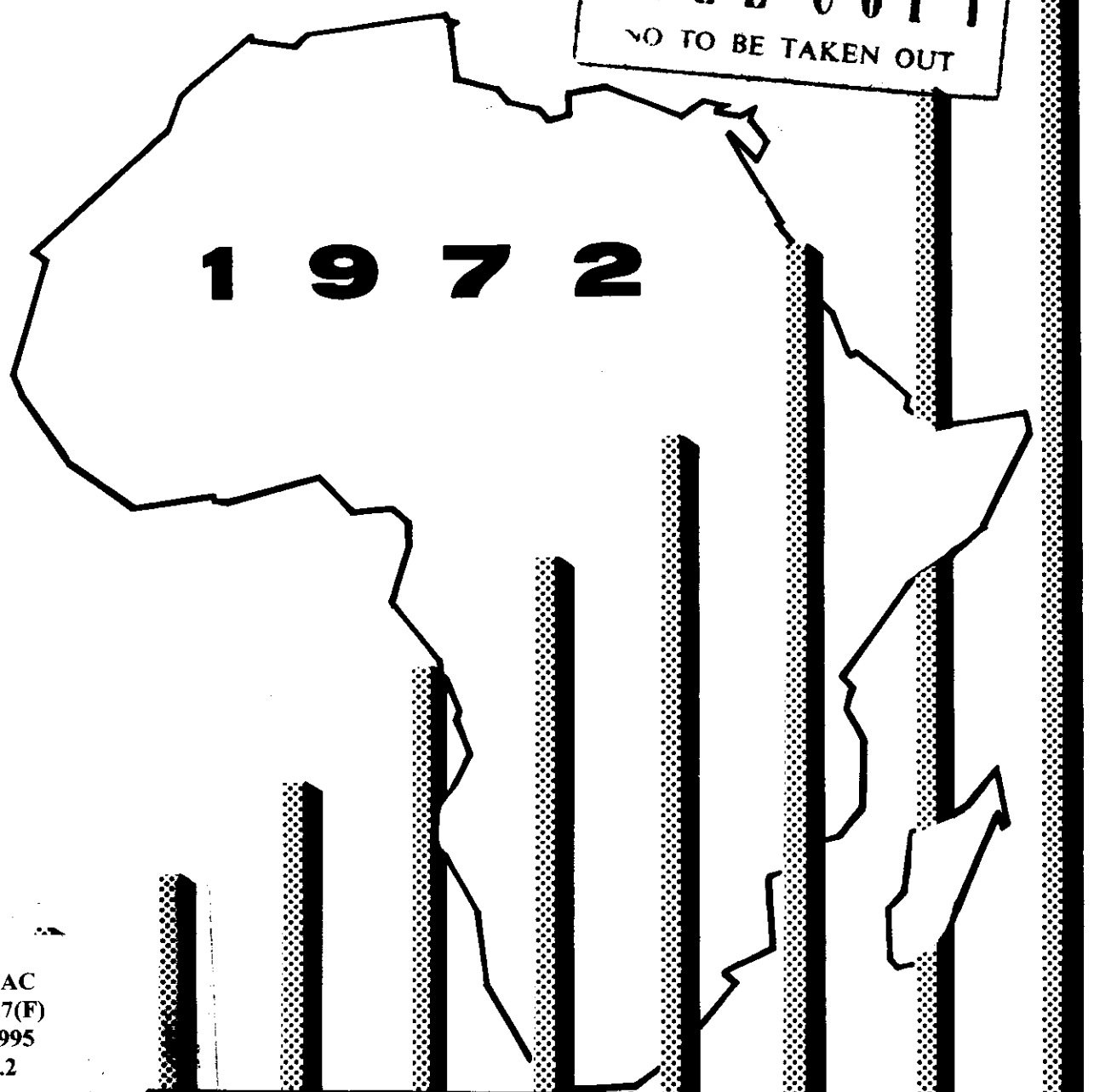


**INDICATEURS**

67231

# **ECONOMIQUES AFRICAINS**

DOCUMENTS OFFICE  
**FILE COPY**  
NO TO BE TAKEN OUT



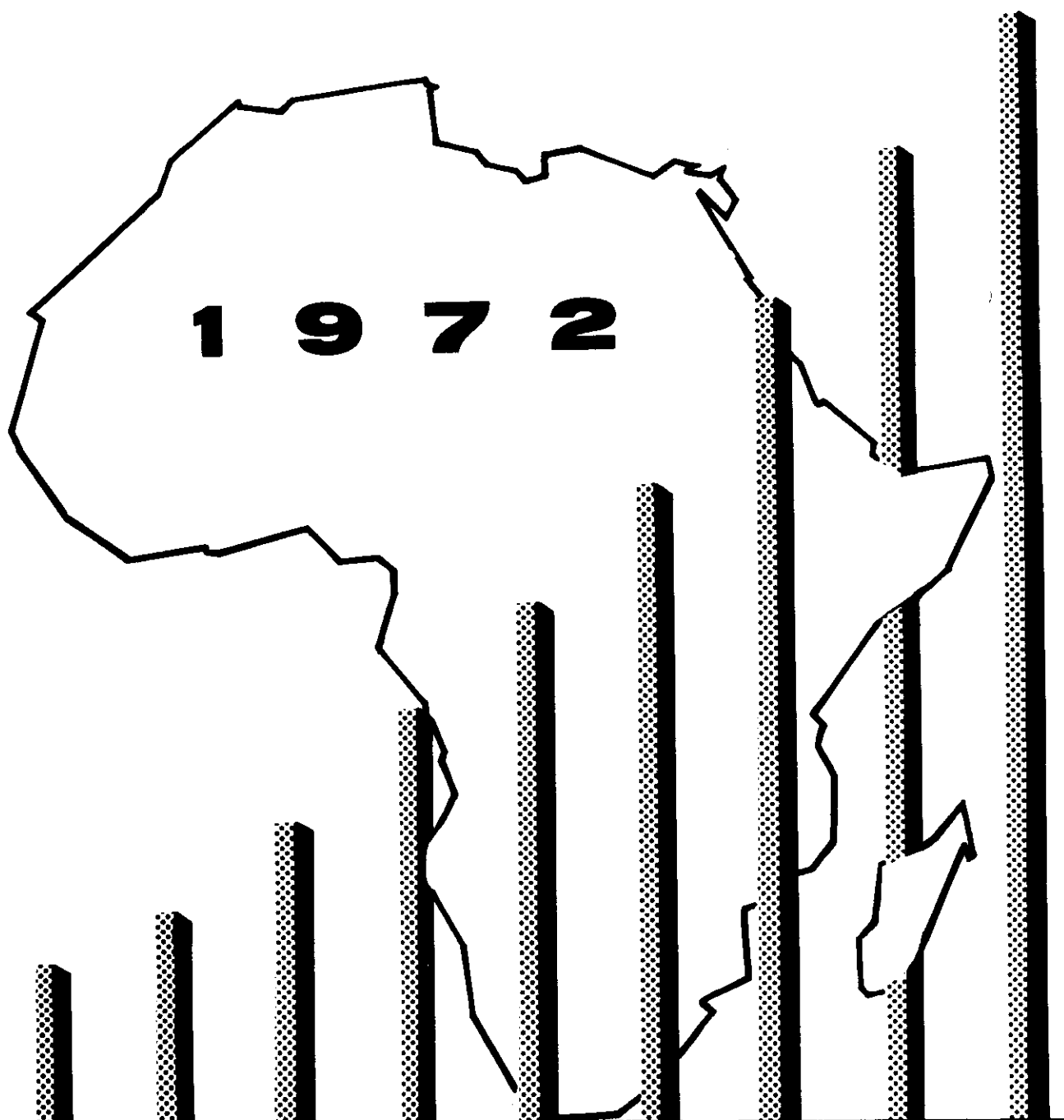
ECAC  
334.7(F)  
P6995  
c.2



**NATIONS UNIES**  
NEW YORK

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

# INDICATEURS ECONOMIQUES AFRICAINS



**NATIONS UNIES**  
NEW YORK

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

# INDICATEURS ECONOMIQUES AFRICAINS 1972

## TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Introduction . . . . .	1
Chapitre I - Production et structure économique	5
Chapitre II - Population et questions sociales .	17
Chapitre III - Echanges et paiements internationaux	23
Chapitre IV - Energie . . . . .	31
Chapitre V - Transports . . . . .	35
Chapitre VI - Groupements économiques . . . . .	45

## LISTE DES GRAPHIQUES

I	Produit intérieur brut estimé aux prix courants du marché 1971 . . . . .	6
II	Produit intérieur brut par habitant aux prix de 1970 en dollars pour 1961 et 1971 . . . . .	7
III	Produit intérieur brut par branche d'activité au coût des facteurs courants, 1971 . . . . .	9
IV	Source et utilisation des ressources disponibles aux prix courants du marché, 1971 . . . . .	11
V	Dépenses des administrations centrales per capita aux prix de 1972 dans quelques pays africains 1966-1972 . . . . .	14
VI	Répartition de la population par groupe d'âge, 1er juillet 1972 . . . . .	16
VII	Estimations de la population en 1971 et 1981 . .	18
VIII	Scolarisation dans les établissements d'enseignement, 1971 . . . . .	20
IX	Lits d'hôpitaux et médecins en pourcentage de la population dans quelques pays africains aux environs de 1971 . . . . .	21
X	Importations et exportations de marchandises, 1960-1972 . . . . .	24
XI	Importance relative de trois produits d'exportations principaux . . . . .	25
XII	Importations par groupes de produits, 1971 . . .	27

	<u>Page</u>
XIII Courants d'aide publique vers l'Afrique . . . .	28
XIV Balance des paiements de certains pays africains, 1971 . . . . .	30
XV Production et consommation d'énergie primaire, 1971 . . . . .	32
XVI Véhicules automobiles commerciaux en service, 1965 et 1971 . . . . .	34
XVII Trafic ferroviaire des marchandises 1965 et 1971 . . . . .	36
XVIII Trafic maritime, marchandises chargées et déchargées dans les ports africains, 1965 et 1971 . . . . .	38
XIX Chemins de fer . . . . .	40
XX Principales routes . . . . .	41
XXI Les ports africains . . . . .	42
XXII Les aéroports africains . . . . .	43
XXIII Groupements économiques (1 janvier 1973) . . .	46
XXIV Groupements économiques (1 janvier 1973) . . .	47
XXV Groupements économiques (1 janvier 1973) . . .	48
XXVI Zones monétaires (1 janvier 1973) . . . . .	50
XXVII Liens extérieurs des pays africains (1 janvier 1973) . . . . .	51
XXVIII Sous-régions de la CEA. . . . .	53

## INTRODUCTION

Les graphiques suivants ont pour objet de mettre immédiatement en évidence un grand nombre de caractéristiques les plus marquantes de l'économie africaine, dont certaines font l'objet d'un commentaire dans le texte qui les accompagne.

Les informations d'ordre général, et les renseignements plus détaillés sur les sous-régions et les pays sur lesquels elles s'appuient, offriront à des experts des Nations Unies et autres spécialistes dont les activités sont limitées à une zone géographique donnée, une indication rapidement perceptible des principales caractéristiques et de la situation comparative des pays qui les intéressent.

Lorsqu'il s'agit de contribuer au développement économique ou d'apprécier les efforts tendant à cette fin, il est souhaitable en principe de disposer d'un grand nombre d'informations non seulement sur des points d'intérêt évident comme la production et la structure économique, mais aussi sur des questions telles que les services de santé et les moyens d'enseignement. Cependant, comme on pouvait le prévoir, les statistiques relatives à l'économie africaine sont à l'heure actuelle incomplètes et ne sont pas entièrement valables. La présente publication porte essentiellement sur la production et les structures économiques, certaines données concernant la population et l'enseignement, les échanges et paiements internationaux, l'énergie et les transports.

On peut craindre, lorsqu'une grande partie des informations souhaitables manque purement et simplement, qu'une trop grande importance soit accordée aux données dont on dispose, et qu'on attribue une précision scrupuleuse à des chiffres qui devraient dans bien des cas être considérés comme de simples ordres de grandeur. Pour mettre les utilisateurs en garde contre ce danger, il n'est peut-être pas superflu de présenter quelques observations sur les bases statistiques adoptées pour l'élaboration des pages suivantes. Il faut préciser cependant que les restrictions formulées n'enlèvent rien à l'utilité des graphiques et du texte qui suivent et que ceux-ci offrent une image assez fidèle des aspects de l'économie africaine auxquels ils se rapportent.

L'exposé relatif à la production et à la structure économique est en grande partie axé sur les ensembles des comptabilités du revenu national. Telle qu'elle est en général appliquée, la comptabilité du revenu national a été élaborée dans les pays développés à économie de marché et on s'est parfois demandé dans quelle mesure elle convenait aux pays en voie de développement. Toute controverse mise à part, on peut cependant estimer rationnel d'adopter un système de comptabilité du revenu national lorsque le développement économique est un objectif quasi universel et presque universellement essentiel, et que cette comptabilité constitue à la fois un mécanisme et un stimulant pour l'amélioration de la portée et de l'exactitude des données économiques pertinentes.

Dans le présent contexte, on utilise abondamment le produit intérieur brut. Le PIB est essentiellement une évaluation de l'apport final de biens et de services produits dans un pays (ou toute autre unité géographique) au cours d'une période fixée. Cette évaluation exigeant l'agrégation de biens et de services hétérogènes, le principal problème qui se pose est d'attribuer à ces services une valeur qui permette de les comparer. On résout normalement ce problème en évaluant les biens et services aux prix du marché. Dans des pays où les marchés sont bien développés et fonctionnent de façon satisfaisante, cette méthode donne dans l'ensemble des résultats acceptables. Cependant, dans nombre de pays africains, l'activité économique s'exerce en grande partie en dehors du marché et le rôle que joue celui-ci dans l'allocation des ressources est en tout état de cause d'une efficacité douteuse. En conséquence, le problème de l'imputation - c'est-à-dire de l'affectation de la valeur du marché à des biens et services qui sont censés contribuer à la production totale mais qui ne donnent pas lieu à des transactions commerciales - prend une importance plus grande dans la comptabilité du revenu national des pays d'Afrique en voie de développement que dans celle des pays à économie de marché.

L'estimation du PIB d'un seul pays pour une année ne présenterait que peu d'intérêt, et l'un des avantages de la comptabilité du revenu national est qu'elle permet des comparaisons dans le temps et à l'échelon international. Cependant, ces comparaisons ne sont jamais complètement exemptes d'ambiguïté et elles posent des problèmes particulièrement aigus lorsqu'il s'agit de pays en voie de développement. En ce qui concerne les comparaisons dans le temps, l'une des principales difficultés consiste à s'assurer qu'elles ne perdent pas toute signification par suite de modifications de la valeur de l'argent. C'est là un problème complexe car la composition de la production totale change au cours du temps - à la fois parce que de nouveaux biens sont produits et parce que les biens qui restent ostensiblement les mêmes subissent des modifications qualitatives notables et on pourra obtenir des résultats sensiblement différents selon les méthodes qu'on utilisera pour aborder le problème. Toutefois, la procédure normale consiste à ajuster les séries chronologiques des principaux éléments du produit total à l'aide d'indices de prix appropriés et à réaliser l'agrégation des séries ajustées pour parvenir à des estimations en prix constants. Au stade actuel du développement des statistiques africaines, les possibilités de procéder à cet ajustement sont à la fois rudimentaires et limitées et il faut bien préciser que les chiffres cités dans les pages suivantes pour le PIB sont sujets à une marge d'erreur considérable, d'une part parce que le nombre des séries de prix disponibles est extrêmement insuffisant et d'autre part parce que celles qui existent ne sont qu'approximatives.

Une grave difficulté se pose en ce qui concerne les comparaisons à l'échelon international, car elles se trouvent probablement faussées du fait qu'on utilise les taux de change officiels pour assurer la comparabilité de deux ou plusieurs produits intérieurs, mesurés naturellement en monnaies nationales. En effet, les taux de change traduisent étroitement les prix relatifs des biens entrant dans le commerce international et risquent

en conséquence d'amener à des résultats tout à fait différents de ceux qu'on pourrait obtenir par une comparaison plus complète fondée sur tous les biens et services (convenablement pondérés) intervenant dans le produit intérieur des pays sur lesquels porte la comparaison. On estime en général que l'utilisation des taux de change officiels exagère l'écart entre les pays à faible revenu et à revenu élevé et cette exagération peut prendre des proportions considérables lorsqu'il s'agit de comparaisons entre pays industrialisés et pays en voie de développement. Mais l'objet principal de ces comparaisons étant en principe de mesurer la distance économique qui sépare le monde développé du monde en voie de développement, considérés du point de vue du degré de modernisme de leurs économies respectives, on peut affirmer que ces comparaisons sont suffisamment valables pour présenter une utilité réelle. Lorsqu'elles ne portent que sur des pays, comme ceux de l'Afrique en voie de développement, dont les pratiques et les structures économiques sont très voisines, leur utilité est vraisemblablement accrue <sup>1/</sup>. En tout état de cause, dans un certain nombre des graphiques suivants les produits africains sont exprimés en dollars des Etats-Unis et, pour plus de commodité, on se réfère dans le texte aux chiffres portés sur les graphiques. Il faut toutefois se rappeler qu'il n'est pas possible d'établir des comparaisons précises.

Les statistiques démographiques valables sont normalement fondées sur des recensements périodiques et sur des estimations des modifications intervenues dans la population entre les recensements, reposant sur l'enregistrement des naissances et des décès et sur des données relatives aux migrations. Dans un grand nombre de pays africains, le dénombrement de la population laisse encore beaucoup à désirer et l'enregistrement des faits d'état civil n'est ni complet ni rigoureux. Il s'ensuit que les chiffres de population indiqués dans les pages suivantes du présent document sont sujets à une marge d'erreur considérable. Toutefois, on peut considérer que les estimations sont suffisamment fondées pour supporter les conclusions qu'on en tire. Les données portant sur les effectifs inscrits dans les établissements d'enseignement comprennent un grand nombre de chiffres estimatifs, mais elles constituent néanmoins une indication assez exacte de la situation enregistrée dans les différents pays à cet égard.

En ce qui concerne le secteur extérieur, les statistiques commerciales concernant l'Afrique sont plus faciles à se procurer et probablement plus exactes que la plupart des données économiques relatives aux pays africains.

---

<sup>1/</sup> L'expression "Afrique en voie de développement" est en général utilisée dans ce document pour désigner en raccourci l'Afrique à l'exclusion de la République d'Afrique du Sud.

Toutefois, elles ne sont pas parfaites. Pour des raisons diverses, les statistiques des exportations et des importations sont loin d'être absolument exactes et elles ne sont pas, en particulier pour les importations, aussi détaillées qu'elles pourraient l'être. Cependant, les statistiques commerciales sont satisfaisantes par rapport aux autres éléments qui figurent dans la balance des paiements. Ces dernières années, les statistiques de la balance des paiements se sont améliorées dans nombre de pays africains. La distinction faite dans les graphiques pertinents entre les opérations courantes, les transferts et les opérations en capital est assez précise.

Les graphiques sur les transports se fondent sur des statistiques raisonnablement sûres. Le contrôle matériel des exportations et des importations exercé dans les ports ainsi que les méthodes de manutention utilisées par les chemins de fer et les compagnies aériennes permettent en général d'obtenir des statistiques passables en matière de trafic. Les chiffres relatifs aux véhicules automobiles commerciaux en service sont probablement moins fiables, mais ils servent néanmoins à indiquer l'accroissement de la circulation routière dans les pays africains.

## CHAPITRE I - PRODUCTION ET STRUCTURE ECONOMIQUE

Les problèmes économiques et les perspectives des pays et des groupements de pays dépendent dans une certaine mesure de leurs dimensions économiques. Le concept de la dimension économique n'est pas sans ambiguïté. On peut toutefois la mesurer approximativement à l'aide du produit intérieur brut et cet indicateur a été utilisé dans le graphique I. Le graphique offre une indication de la dimension des économies africaines par rapport à celles d'un certain nombre d'autres pays, ainsi que de l'échelonnement des dimensions économiques au sein du continent.

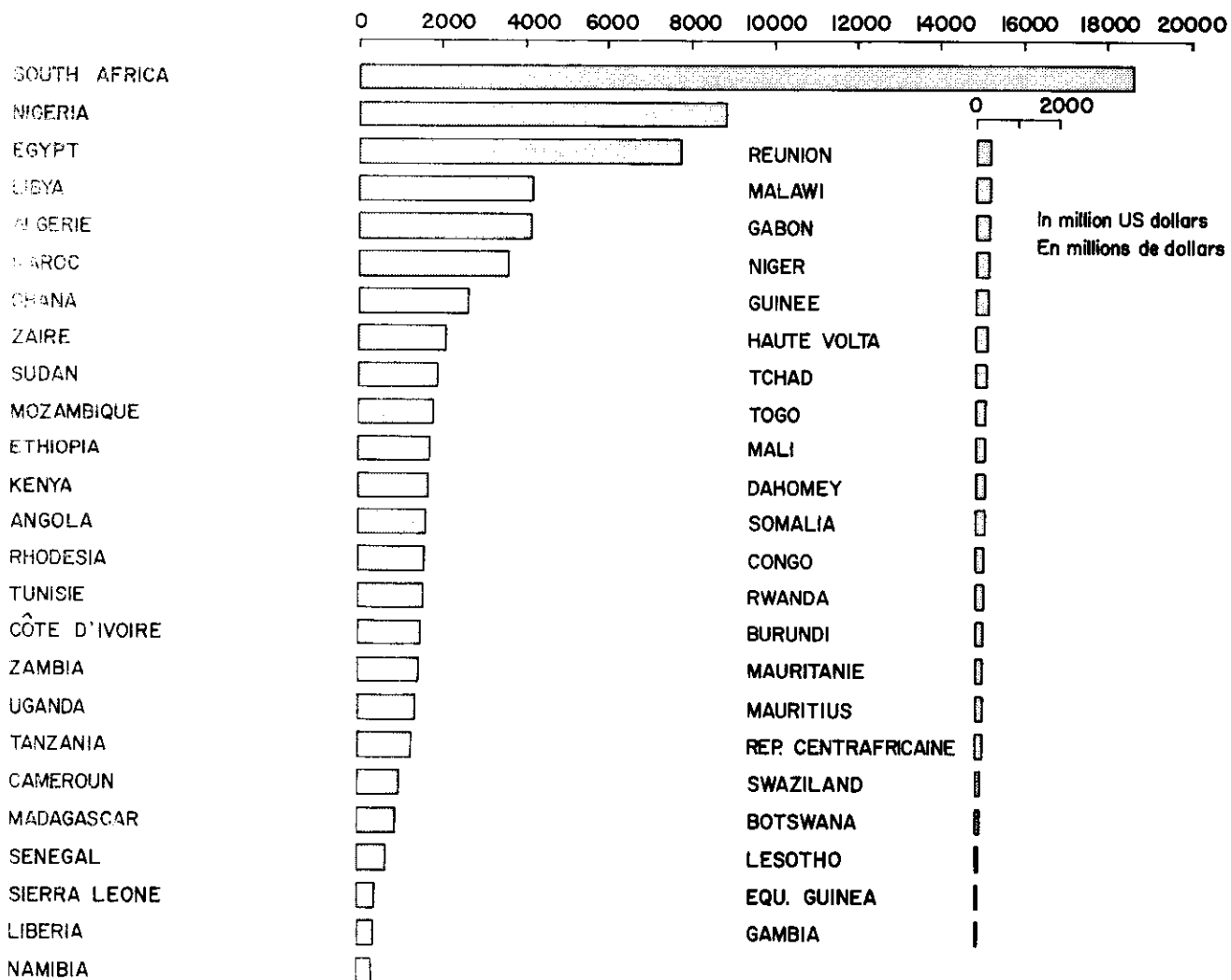
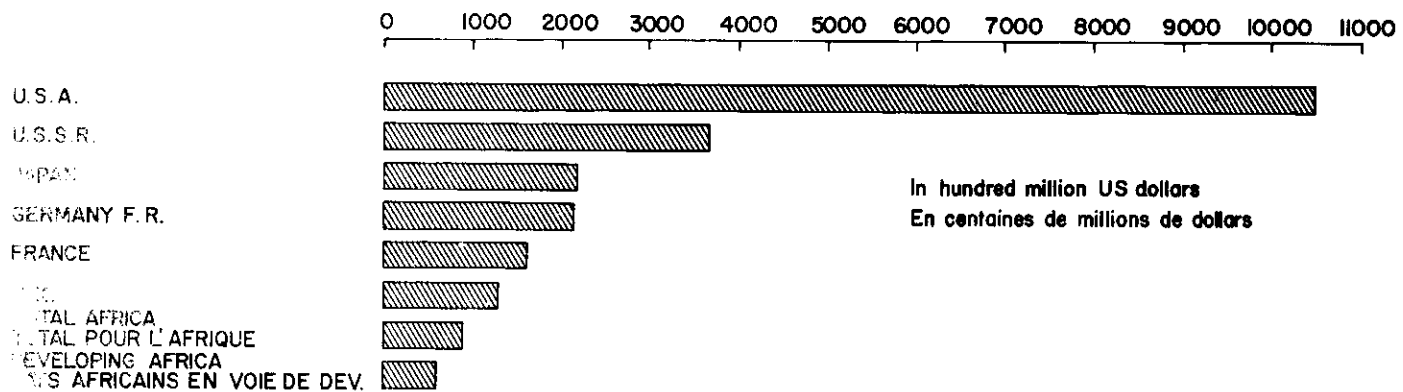
L'impression essentielle qui s'en dégage est que les diverses économies africaines sont en général exiguës. Cette impression se précise en particulier lorsqu'on compare l'agrégat de leurs produits bruts pour 1971 avec ceux des pays non africains. C'est ainsi qu'en 1971, le produit intérieur brut du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne de l'ouest et du Japon était respectivement 2,1, 2,7, 3,5 et 3,7 fois plus élevés que celui de l'ensemble des pays d'Afrique en voie de développement. Ce contraste est d'autant plus frappant que le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne de l'ouest ont une population qui ne représente respectivement que 16, 15 et 17 p. 100 de celle de l'Afrique en voie de développement, tandis que pour le Japon, la proportion est de 32 p. 100.

Il est évident que l'Afrique du Sud constitue au sein de l'Afrique le plus important des marchés du continent considérés isolément; en 1971, elle représentait 23 p. 100 du PIB de l'ensemble de l'Afrique. Parmi les pays africains en voie de développement, la principale unité économique est le Nigéria; en 1971, le marché du Nigéria représentait 7 p. 100 de celui du Royaume-Uni, 5 p. 100 de celui de la France, 4 p. 100 de celui de l'Allemagne de l'ouest et pourtant, chacun de ces pays a une population à peu près égale à celle du Nigéria.

Même si l'on étend cette comparaison à tous les pays de l'Afrique en voie de développement dont le PIB dépassait un milliard de dollars en 1970 (l'Algérie, l'Egypte, la Libye, le Maroc, le Soudan et la Tunisie en Afrique du Nord; le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Nigéria en Afrique de l'Ouest; le Cameroun, le Zaïre en Afrique du Centre; l'Ethiopie, le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie en Afrique de l'Est; l'Angola, le Mozambique et la Rhodésie du Sud dans le reste de l'Afrique), la dimension totale de leur marché ne dépassait pas deux cinquièmes de celle du marché du Royaume-Uni en 1971, encore que ces pays représentent ensemble 86 p. 100 du produit total de l'Afrique en voie de développement. Il faut en outre se rappeler que 26 des pays auxquels se rapporte le graphique avaient en 1971 un produit total inférieur à 10 p. 100 de celui du Nigéria et que le produit de celui-ci était de 180 fois supérieur à celui de la plus petite unité. L'Afrique comprend un grand nombre de pays très petits du point de vue économique.

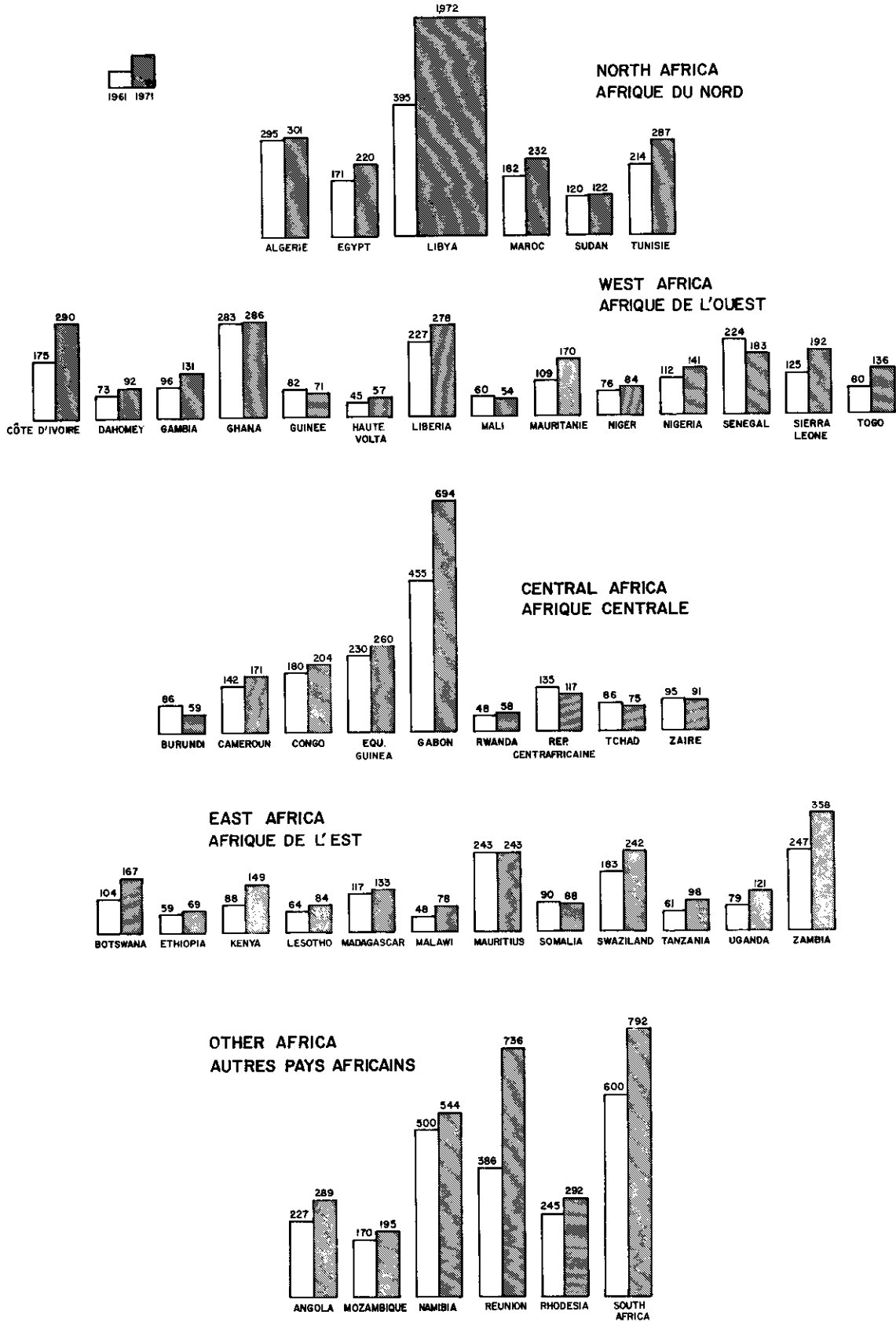
ESTIMATED GROSS DOMESTIC PRODUCT AT CURRENT MARKET PRICES  
COMPARED WITH SELECTED WORLD COUNTRIES, 1971

PRODUIT INTERIEUR BRUT ESTIME AUX PRIX COURANTS DU MARCHE, 1971,  
ET COMPARAISON AVEC QUELQUES PAYS EXTERIEURS A L'AFRIQUE



# GROSS DOMESTIC PRODUCT PER CAPITA AT 1970 PRICES IN US DOLLARS FOR 1961 AND 1971

## PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR HABITANT AUX PRIX DE 1970 EN DOLLARS POUR 1961 ET 1971



Le produit intérieur brut par habitant offre une mesure utile, encore que sujette à caution, du bien-être économique. Il gagnerait en utilité si l'on pouvait le combiner avec des données sur la distribution du revenu. Dans les pays africains, la distribution du revenu est telle que les groupes supérieurs reçoivent une part plus que proportionnelle du revenu total et que la majorité des bénéficiaires ont un revenu inférieur à la moyenne qui peut être elle-même très faible.

Le graphique II présente des renseignements sur le PIB par habitant en prix constants dans les pays africains pour les années 1961 et 1971. Certaines conclusions s'en dégagent sur le niveau du revenu et son évolution entre 1961 et 1971. Un moyen intéressant d'interpréter les niveaux et les taux de croissance africains consiste à les comparer avec les données correspondantes relatives aux pays actuellement industrialisés. En ce qui concerne les niveaux, le produit par habitant est beaucoup plus élevé dans les pays industrialisés que dans les pays en voie de développement: en 1971, il atteignait 5 000 dollars par habitant aux Etats-Unis et 2 000 dollars au Royaume-Uni.

On peut utiliser les taux de croissance historique enregistrés par les pays actuellement développés pour déterminer approximativement dans quelle mesure les taux africains actuels peuvent être considérés comme satisfaisants. Dans l'ensemble, on note que le produit par habitant (en prix constants) a augmenté au Royaume-Uni de 0,2 p. 100 par an dans les 80 ans qui ont précédé la révolution industrielle et de 1,3 p. 100 dans les quelque 100 ans qui l'ont suivie. Il est vrai que la révolution industrielle de la Grande-Bretagne a été la première et les taux moyens composés de croissance du produit par habitant et par an ont été généralement supérieurs au cours de longues périodes de l'histoire des autres pays industrialisés, où cette révolution s'est produite plus tard. En fait, un taux de 2 p. 100 par an serait assez représentatif de la croissance historique du produit par habitant dans la majorité des pays actuellement développés. Cependant, quand on compare ce chiffre aux données de l'expérience africaine, il faut se rappeler que les niveaux actuels du revenu en Afrique sont en général inférieurs aux chiffres historiques enregistrés à la veille d'une transformation soutenue et que "l'effet de démonstration" agit actuellement avec beaucoup plus de force qu'au XIX siècle.

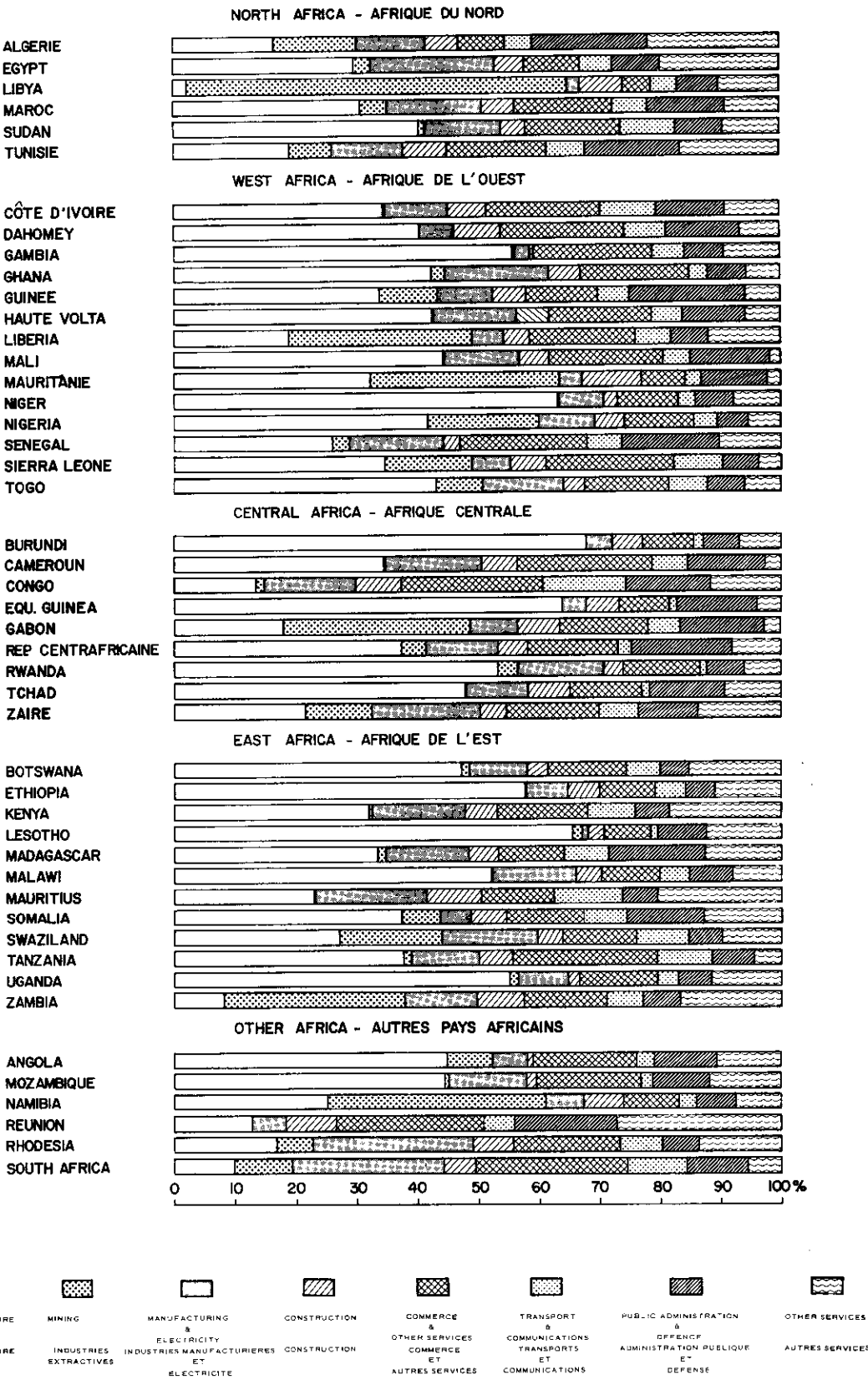
Entre 1961 et 1971, 14 pays africains ont enregistré des taux de croissance du produit par habitant de 3 p. 100 par an ou plus. Il s'agissait des suivants : Libye (17,5 p. 100), Réunion (6,7 p. 100), Togo (6,5 p. 100), Côte d'Ivoire (5,5), Kenya (5,4), Malawi (5,0), Botswana (4,8), Mauritanie (4,5), Sierra Leone (4,4), Ouganda (4,4), Gabon (4,3), République-Unie de Tanzanie (3,7), Gambie (3,1) et Tunisie (3,0).

Dans 10 autres pays, le PIB par habitant a augmenté de 2,1 à 2,9 p. 100 par an au cours des 10 ans et dans 9 le taux était de 1,1 à 2,9 p. 100 par an.

GROSS DOMESTIC PRODUCT BY INDUSTRIAL ORIGIN AT CURRENT FACTOR COST, 1971

PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D'ACTIVITE  
AU COUT DES FACTEURS COURANTS, 1971

III



Cependant, dans 14 pays, la croissance n'atteignait pas 1 p. 100 et dans 8 de ceux-ci (dont 4 en Afrique du Centre), le niveau de produit par habitant a fléchi entre 1961 et 1971. Pour interpréter ces derniers résultats, il faut se rappeler qu'ils s'expliquent en partie par des circonstances spéciales et exceptionnelles, plus particulièrement frappantes en Algérie et en République du Zaïre.

Quoi qu'il en soit, en conséquence de ce rythme de croissance, au sein de l'Afrique en voie de développement, seuls l'Algérie, la Libye, le Gabon, la Zambie, et la Réunion avaient en 1971 un produit par habitant supérieur à 300 dollars. Le nombre de pays où il se situait entre 200 et 300 dollars était de 12, à savoir : Egypte, Maroc et Tunisie en Afrique du Nord; Ghana, Côte d'Ivoire et Libéria en Afrique de l'Ouest; Congo et Guinée équatoriale en Afrique du Centre; Maurice et Souaziland en Afrique de l'Est et Angola et Rhodésie dans le reste de l'Afrique. Dans 13 pays, le PIB par habitant était inférieur à 100 dollars (aux prix de 1970) et il faut les compter parmi les moins avancés des pays en voie de développement d'Afrique et du monde.

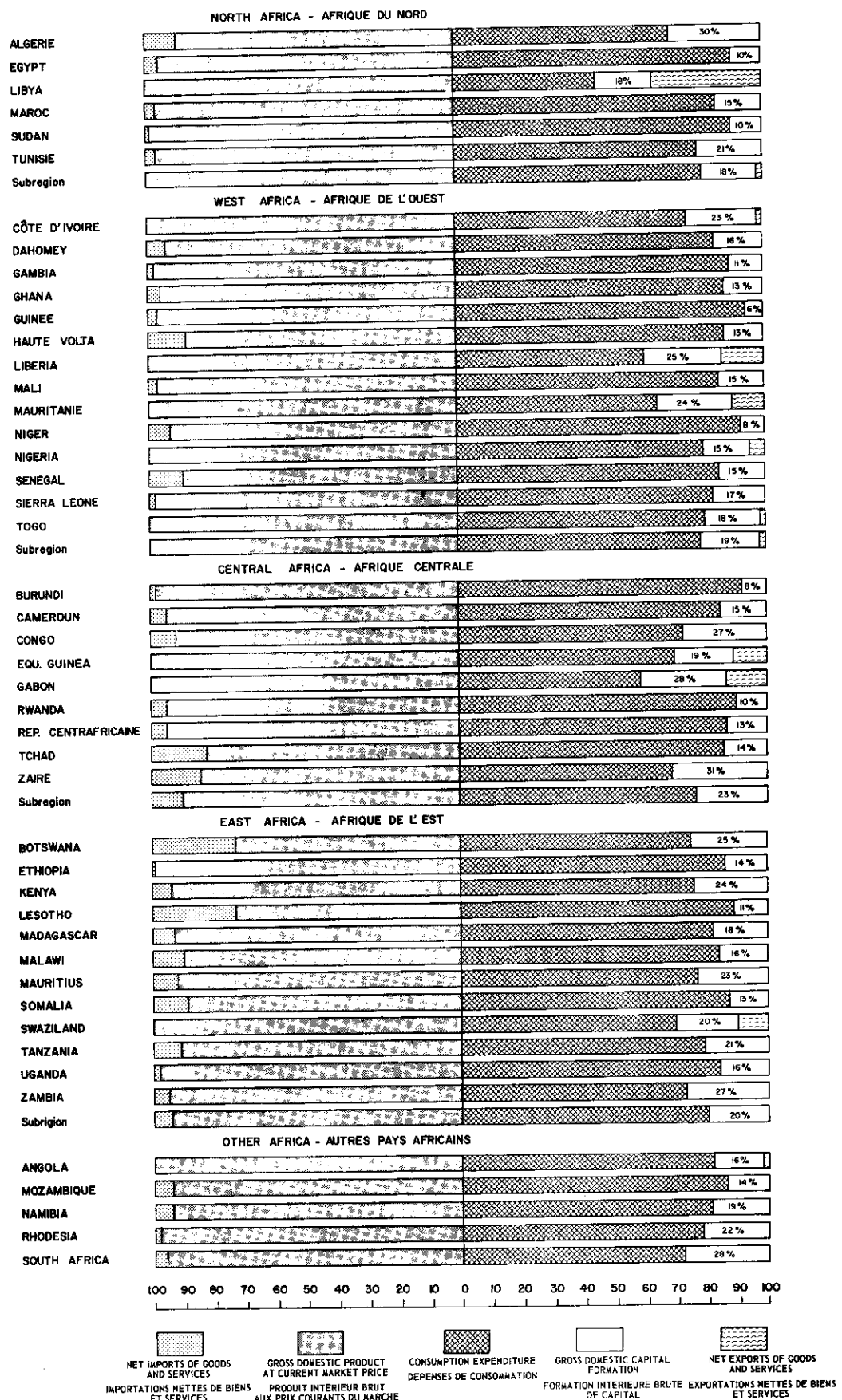
Les pays avancés se caractérisent en général par le fait que l'industrie manufacturière représente une part relativement importante du produit total tandis que les productions primaires, assurées par l'agriculture et les industries extractives, ne constituent que de très petits secteurs. Dans les pays en voie de développement, ce sont les secteurs de production primaire qui sont les plus importants et ce sont les industries extractives ou l'agriculture, selon le pays, qui apportent la principale contribution au produit intérieur brut. En général, l'industrie manufacturière de ces pays ne fournit qu'une faible proportion du PIB, encore que l'on relève quelques pays, comme l'Egypte, la Tunisie, Maurice et la Rhodésie du Sud, où la contribution de la production manufacturière est égale à celle de l'agriculture. Le graphique III présente des données sur l'origine par branche d'activité du produit intérieur brut des pays africains en 1971. Dans la majorité de ces pays, c'est l'agriculture qui fournit la plus grande partie du PIB, mais l'importance de cette contribution varie entre pays aussi bien qu'entre sous-régions. Les pays où l'agriculture est particulièrement importante comprennent la Gambie, le Niger et le Nigéria en Afrique de l'Ouest, le Burundi et le Rwanda en Afrique du Centre, l'Ethiopie, le Lesotho et l'Ouganda en Afrique de l'Est.

Lorsque l'agriculture ne constitue pas la source principale de production, les industries extractives revêtent en général une importance considérable. Tel est le cas en Algérie et en Libye (pétrole brut et gaz naturel), au Libéria (minerai de fer), en Zambie (cuivre), en Mauritanie (minerai de fer). Les activités extractives sont importantes aussi au Gabon, à cause de l'exploitation des réserves de pétrole brut et de minerai de manganèse, et en Sierra Leone, où l'extraction de diamants constitue l'une des principales industries. Au Nigéria, la production de pétrole brut a progressé très vite au cours des trois dernières années.

SOURCES AND USES OF AVAILABLE RESOURCES AT CURRENT MARKET PRICES,  
1971

SOURCES ET UTILISATION DES RESSOURCES DISPONIBLES AUX PRIX COURANTS DU  
MARCHÉ, 1971

IV



Cette même année, l'industrie manufacturière a assuré, selon les pays, de 1 à 25 ou 26 p. 100 du PIB, le chiffre le plus élevé ayant été enregistré en Afrique du Sud et le plus faible au Lesotho. Les seuls pays qui ont marqué en 1971 un taux égal ou supérieur à 15 p. 100 étaient l'Egypte, le Maroc, le Ghana, le Sénégal, le Cameroun, le Congo, le Zaïre, le Kenya, Maurice et le Swaziland.

L'industrie de la construction, qui est dans l'économie une source extrêmement importante d'emplois salariés, n'apporte pas une très forte contribution au PIB dans la plupart des pays africains. Des chiffres de l'ordre de 5 p. 100 sont courants, bien qu'en Mauritanie et à Maurice, la proportion ait dépassé 9 p. 100 en 1971.

La différence notée dans l'importance relative des industries manufacturières et de l'agriculture entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement est beaucoup plus marquée que dans le cas du commerce et des autres services. En fait, le commerce et les autres services représentent une part notable du PIB dans nombre de pays africains: en 1971, leur contribution dépassait 20 p. 100 dans presque tous les pays portés sur le graphique.

Le Commerce commence à prendre de l'importance lorsqu'un pays cesse de reposer essentiellement sur une économie de subsistance. Dans ce cas, le commerce atteint bientôt le stade où il peut fournir au moins 10 p. 100 du produit intérieur brut, quel que soit le degré de développement du pays concerné.

Les liaisons de transport intérieures se sont multipliées en Afrique en vue surtout de permettre l'accès des produits d'exportation aux ports côtiers. Depuis l'indépendance, ce réseau de transports, s'est élargi de manière à permettre l'extension du régime de l'économie monétaire à un plus grand nombre de régions à l'intérieur des pays tandis que les liaisons entre les pays comme entre les sous-régions ont été renforcées. Il est assez surprenant de constater que la contribution des transports et communications au PIB de l'Afrique en voie de développement est tombée de 5,9 p. 100 en 1960 à 5,1 p. 100 en 1971.

L'administration publique constitue un autre secteur où la différence entre pays industrialisés et pays en voie de développement n'est pas importante en ce qui concerne sa part relative de la production totale. Dans nombre de pays africains, l'administration publique représentait en 1971 plus de 10 p. 100 du PIB. On peut expliquer en partie ce pourcentage élevé par le fait que dans les pays en voie de développement l'Etat doit assumer directement des responsabilités diverses dans le domaine du développement.

Au cours de toute période, les ressources totales dont dispose un pays comprennent le résultat des activités économiques intérieures (PIB) plus les biens et services importés de l'étranger. Les ressources peuvent

être utilisées pour répondre à la demande de consommation privée, pour entretenir les services publics, pour permettre la formation de capital ou pour répondre à la demande de biens et de services de l'étranger. Le graphique IV indique que la plupart des pays africains (si l'on en juge d'après le chiffre des importations nettes de biens et de services) reçoivent une part non négligeable de leurs ressources de l'étranger.

A noter l'exception de la Libye, où les exportations nettes représentaient en 1971 un tiers des ressources disponibles, ce qui ne laissait que 67 p. 100 à l'usage de l'économie intérieure. A cette époque, la Libye se préoccupait d'accroître rapidement ses réserves extérieures. En revanche, au Botswana et au Lesotho, les importations dépassaient de beaucoup les exportations, de sorte que la consommation et l'investissement pouvaient absorber plus de ressources que celles en provenance du PIB. Outre la Libye, des pays comme le Libéria, la Mauritanie, le Gabon et le Swaziland ont enregistré un chiffre net d'exportation relativement élevé en 1971, tandis que le volume des importations en Algérie, en Haute-Volta, au Sénégal, au Tchad, au Zaïre, au Malawi, en Somalie et en République-Unie de Tanzanie dépassait largement celui des exportations réalisées par ces pays.

En ce qui concerne l'utilisation intérieure des ressources, l'affectation la plus importante revient à la consommation privée; en 1971, la part des ressources consommées variait de 46 p. 100 (Libye) à 91 p. 100 (Burundi). Le chiffre relatif à la Libye traduit naturellement la prédominance des exportations de pétrole dans l'économie du pays et le fait que celui-ci n'a pas encore développé la consommation et autres éléments correspondant normalement à un produit par habitant relativement élevé.

On a beaucoup parlé, à propos de la croissance économique, de la part des ressources affectées à la formation de capital. Il n'est pas réaliste de se fonder, pour l'étude de cette question, sur des chiffres relatifs à une seule année et il est difficile de préciser une proportion optimale. On peut toutefois indiquer que dans les pays industrialisés, celle-ci est normalement supérieure à 20 p. 100; il est du reste intéressant de noter qu'en 1971, la part des ressources disponibles consacrées aux investissements était de 18 p. 100 en Afrique du Nord, 19 p. 100 en Afrique de l'Ouest, 23 p. 100 en Afrique du Centre et 20 p. 100 en Afrique de l'Est. Quinze pays en voie de développement au total ont consacré aux investissements 20 p. 100 ou plus des ressources disponibles mais six autres n'y ont employé que 10 p. 100 ou moins.

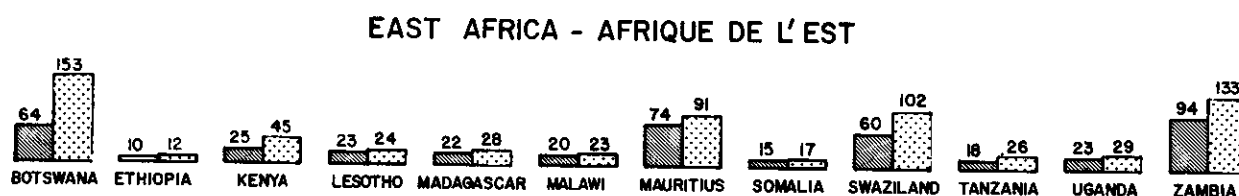
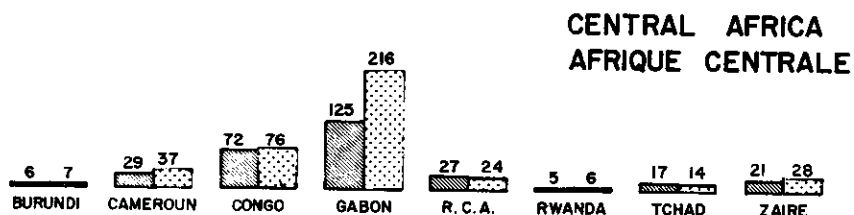
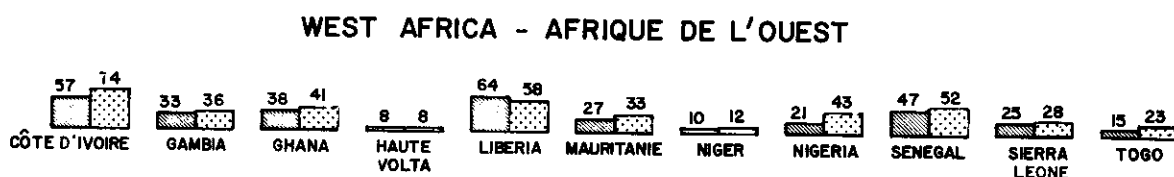
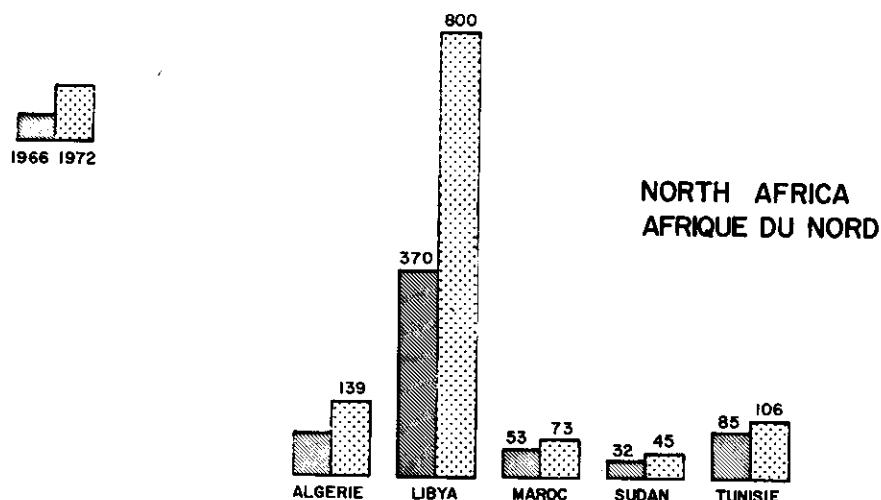
Il existe naturellement une relation entre le taux de croissance du PIB et la proportion des ressources consacrée aux investissements. On peut probablement supposer raisonnablement qu'un taux de croissance de 6 p. 100 du PIB nécessite un investissement de 20 p. 100. Avec un taux de croissance du PIB de 6 p. 100 et un taux de croissance de la population de 2,6 p. 100 environ, le PIB par habitant de l'Afrique augmenterait de plus de 3 p. 100 par an. Or, nous avons vu plus haut qu'entre 1961 et 1971, ce taux n'avait été enregistré que dans 14 pays.

# CENTRAL GOVERNMENT EXPENDITURE PER HEAD AT 1972 PRICES IN SELECTED AFRICAN COUNTRIES 1966 - 1972

## DEPENSES DES ADMINISTRATIONS CENTRALES PER CAPITA AUX PRIX DE 1972 DANS QUELQUES PAYS AFRICAINS 1966-1972

IN U.S. DOLLARS - EN DOLLARS DES E.U.

V



Le taux de croissance du PIB fixé comme objectif pour les années 70 est de 6 p. 100 par an au minimum dans les pays africains. Mais l'expérience des années 1971 et 1972 semble indiquer qu'il sera difficile d'atteindre cet objectif pour la première partie de la décennie, à moins que les campagnes agricoles de 1974 et 1975 ne soient très bonnes. Les pays essaient de diversifier leurs économies mais l'importance du secteur agricole est encore tellement prépondérante qu'une mauvaise campagne risque de se traduire par une croissance nulle ou minime du PIB d'un pays et réduire ainsi le taux moyen de croissance de l'Afrique en voie de développement dans son ensemble.

Un nouveau graphique (V) a été ajouté au présent numéro: il indique les dépenses par habitant de l'administration centrale dans 36 pays africains, en 1966 et en 1972. Le montant par habitant a été converti en dollars des Etats-Unis au taux de change de 1972 et les chiffres de 1966 ont été ajustés en fonction de la modification de l'indice des prix à la consommation entre 1966 et 1972. Le graphique indique clairement que les dépenses par habitant de l'administration centrale ont augmenté sensiblement dans la plupart des pays d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Est, tandis que cet accroissement n'est apparent que dans un nombre limité de pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Il est évident également que le niveau général des dépenses correspondant au faible volume du PIB par habitant est encore très bas dans beaucoup trop de pays.

Dans un tiers des pays indiqués sur le graphique, les dépenses de l'administration centrale étaient inférieures à 25 dollars par habitant en 1972 et dans trois Etats (Burundi, Haute-Volta et Rwanda), le chiffre était de moins de 10 dollars. Avec des dépenses d'un niveau aussi bas, il est impossible que les gouvernements fournissent les services voulus, en particulier dans les domaines sociaux.

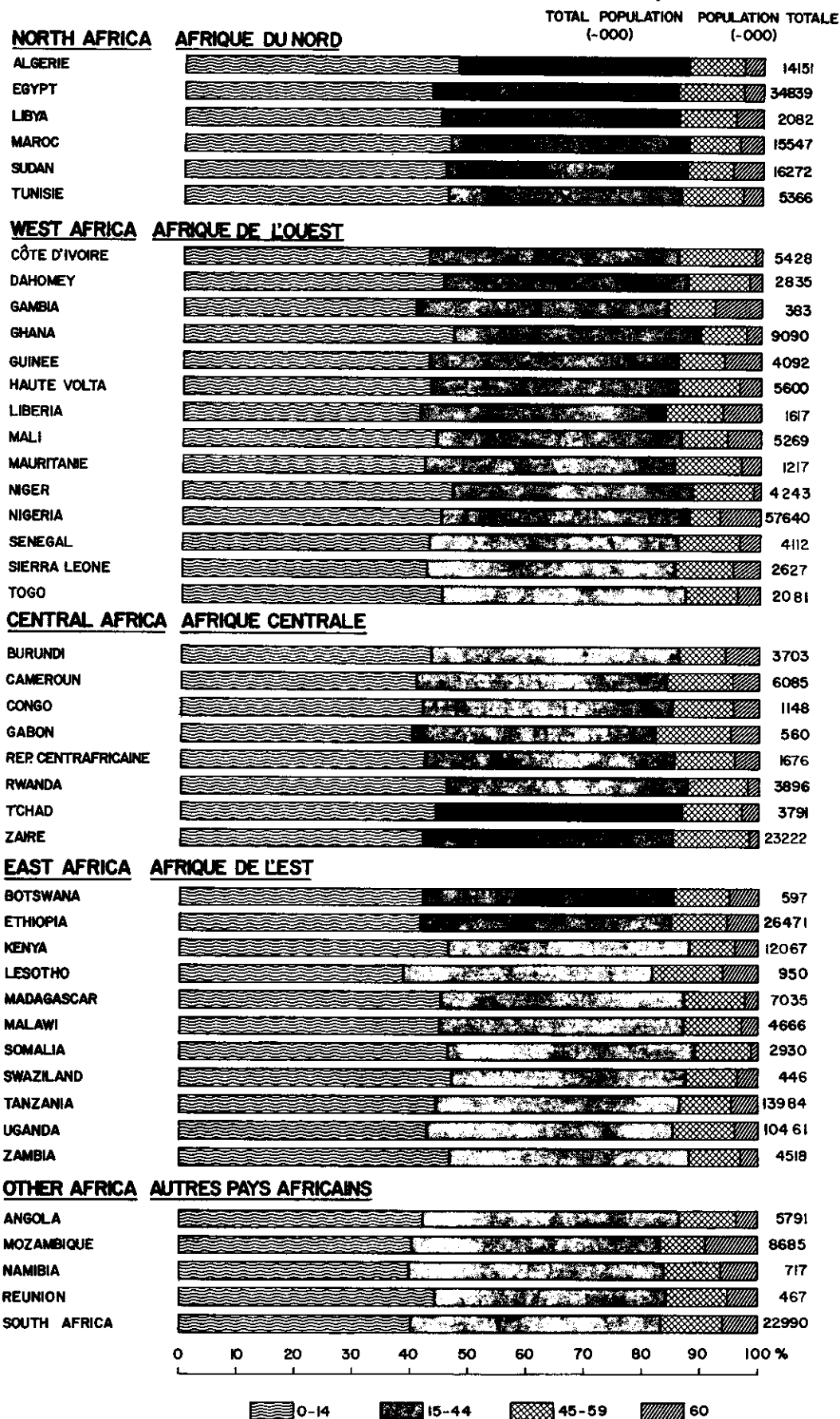
A l'autre extrême, sept pays (Algérie, Botswana, Gabon, Libye, Souaziland, Tunisie et Zambie) accusaient en 1972 des dépenses dont le volume dépassait 100 dollars par habitant.

Entre 1966 et 1972, c'est en Algérie, en Libye, au Nigéria, au Gabon, au Botswana, au Kenya et au Souaziland que le taux de croissance des dépenses de l'administration centrale par habitant a été le plus élevé. Il était dans tous les cas de 70 p. 100 et plus. Les quatre premiers pays cités sont d'importants producteurs de pétrole brut.

PERCENTAGE DISTRIBUTION OF THE POPULATION BY AGE GROUPS AS AT 1st JULY 1972

REPARTITION DE LA POPULATION PAR GROUPE D'ÂGE, 1er JUILLET 1972

VI



## CHAPITRE II - POPULATION ET QUESTIONS SOCIALES

La répartition par âge d'une population influe sur l'activité et le progrès économiques de diverses manières. L'une des plus évidentes et des plus importantes tient à la relation qui existe entre les groupes d'âge économiquement actifs et inactifs. Lorsqu'on procède à l'examen de cette question, il est raisonnable de supposer que les enfants de 14 ans et au-dessous et les adultes de 60 ans et au-dessus sont économiquement inactifs et que la population active est constituée par le groupe d'âge compris entre 15 et 59 ans. Ceci étant établi, le graphique VI fournit quelques informations pertinentes sur les conditions propres à l'Afrique. Il indique clairement que le taux de dépendance est extrêmement élevé dans la plupart des pays africains, ce qui est dû en grande partie à la jeunesse des populations africaines. C'est ainsi qu'en 1972, dans la quasi-totalité des 46 pays africains cités, 40 p. 100 au moins de la population étaient âgés de 14 ans ou moins. A l'autre extrême, il n'y en avait pas un seul où les adultes de 60 ans ou plus représentaient 9 p. 100 du total et la moyenne était inférieure à 5 p. 100. Quoi qu'il en soit, en raison de l'importance de la jeunesse, la proportion des jeunes et des vieux combinés est élevée. En 1972, les deux groupes représentaient ensemble plus de 50 p. 100 de la population dans neuf pays. Une forte proportion de jeunes est normalement associée à un taux élevé d'accroissement de la population. La population de l'Afrique en voie de développement, dont l'effectif était de l'ordre de 338 millions en 1970, augmente actuellement d'environ 2,5 p. 100 par an.

Dans un sens, la jeunesse caractérise aussi la population active et les personnes de 15 à 44 ans sont souvent plus nombreuses dans les pays africains que les personnes de 45 à 59 ans, ceci dans une proportion de 4 ou 5 à 1. Dans les pays développés, les postes de direction et les postes administratifs des échelons supérieurs sont occupés par des personnes de plus de 45 ans. Il ressort clairement du graphique qu'abstraction faite des questions d'éducation et de formation, la proportion de la population africaine constituée par des personnes suffisamment âgées pour avoir accumulé une expérience suffisante, et encore actives, est relativement faible.

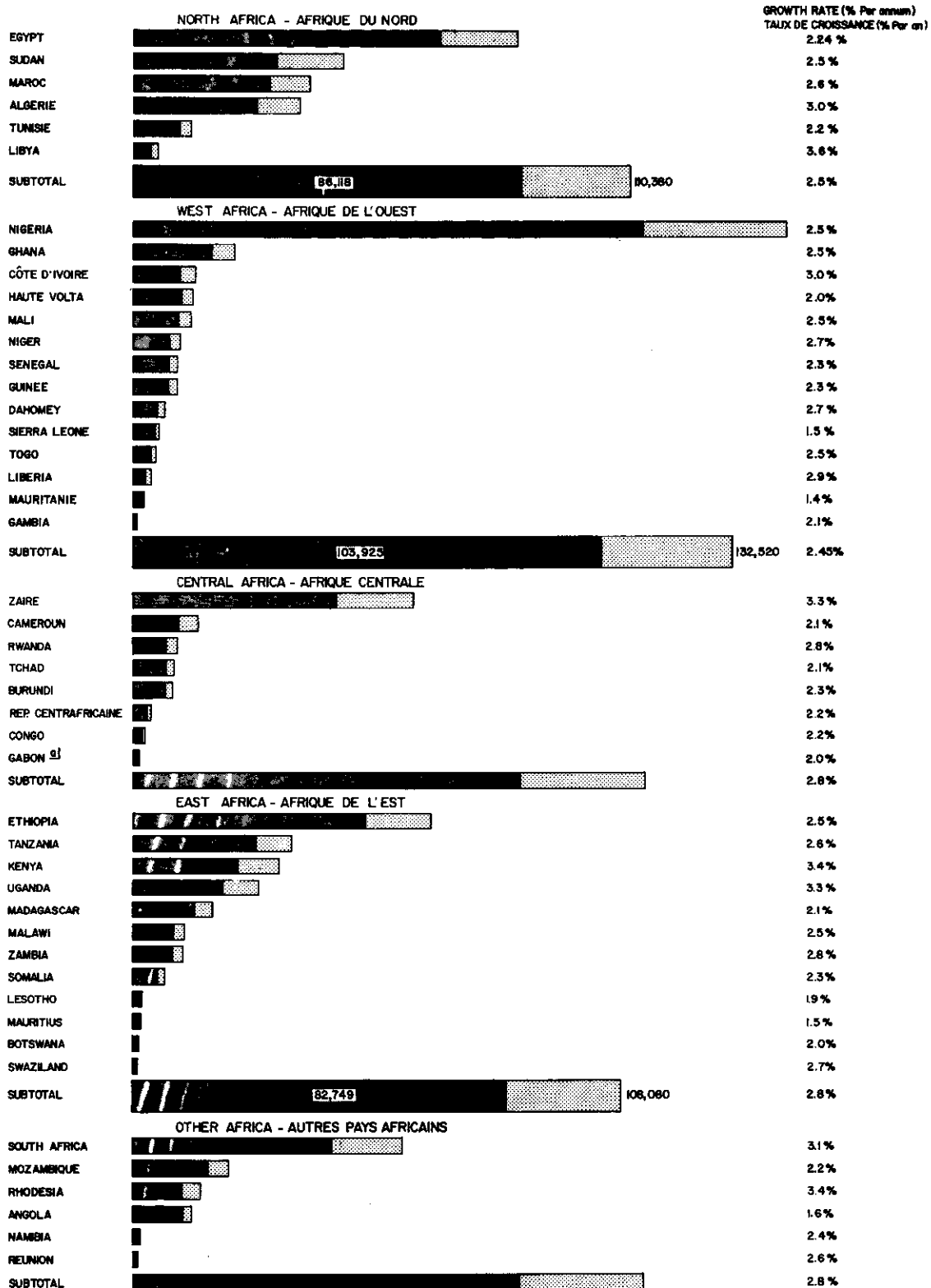
Le graphique VI indique le chiffre absolu de la population en 1972 dans 46 pays, tandis que le graphique VII fournit une comparaison des chiffres estimatifs des populations en 1971 et 1981. Un trait frappant qu'il met en évidence est le grand nombre des pays africains dont la dimension était très faible en 1971. Il n'y avait en effet que 11 pays où la population dépassait 10 millions; dans 25 elle était inférieure à 5 millions et dans 12 autres elle n'atteignait pas 2 millions. Dans cinq pays seulement (Egypte, Ethiopie, Nigeria, Zaïre et Afrique du Sud) la population dépassait 20 millions. Même en 1981, et compte tenu du taux de croissance de la population relativement élevé, une vingtaine de pays africains compteront encore moins de 5 millions d'habitants et il n'y en aura que 13 où ce chiffre dépassera 10 millions.

## MEDIUM POPULATION ESTIMATES (1971 - 1981)

VII

## ESTIMATIONS DE LA POPULATION (1971 ET 1981)

(In Millions - En Millions)



0 5 10 15 20 25 30 35 40 45 50 55 60 65 70 75

1/2 COULD BE NEARER 1 MILLION  
A 1 MILLION PRES

1971

1981

NOTE: WITH A GROWTH RATE OF 2.5% A YEAR A POPULATION WILL DOUBLE IN 28 YEARS, WITH 3.0% A YEAR IT WILL DOUBLE IN 24 YEARS  
THE TOTAL POPULATION OF AFRICA IN 1971 WAS 360,000,000 AND THE GROWTH RATE 2.6% A YEAR  
AVEC UN TAUX DE CROISSANCE ANNUEL DE 2.5% LA POPULATION DOUBLE EN 28 ANS, AVEC UN TAUX DE CROISSANCE DE 3.0% ELLE DOUBLE EN 24 ANS  
LA POPULATION TOTALE DE L'AFRIQUE EN 1971 ETAIT DE 360,000,000 AVEC UN TAUX ANNUEL DE CROISSANCE DE 2.6%

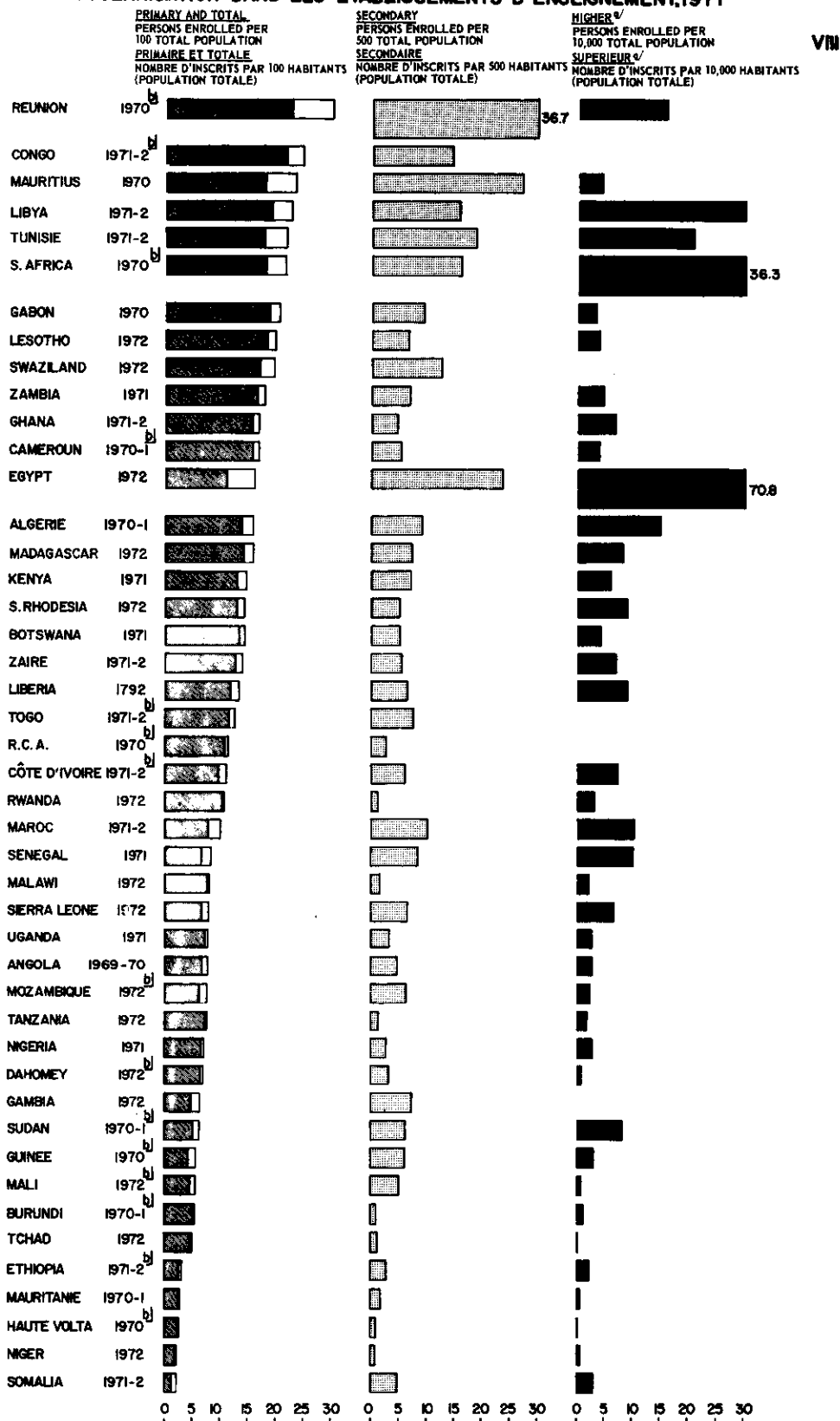
L'évolution de la population de l'Afrique en voie de développement sera essentiellement déterminée d'ici à 1981 par un déclin accéléré du taux de mortalité, sauf en Afrique du Nord où il est déjà relativement bas par rapport aux autres sous-régions du continent. En conséquence, dans le reste de l'Afrique en voie de développement, l'accroissement de la population sera plus important en chiffres absolus entre 1976 et 1981 qu'entre 1971 et 1976, et au cours de cette période il sera plus marqué qu'entre 1966 et 1971. En Afrique du Nord, la croissance sera beaucoup plus régulière. Ces prévisions seront évidemment affectées par les politiques de planification de la population suivies dans certains pays et par des données plus exactes sur la population qui pourront être publiées.

Le rendement économique de la population active dépend de ses qualifications. On peut mesurer approximativement celles-ci en se reportant au degré d'éducation de la population. Le graphique VIII offre des renseignements sur les effectifs des établissements d'enseignement vers 1971 pour 45 pays africains.

Compte dûment tenu de l'échelle du graphique, il est évident que, sauf en Egypte, le nombre des étudiants de l'enseignement supérieur était encore extrêmement faible en 1971. En ce qui concerne l'enseignement primaire, on peut raisonnablement supposer que la population scolaire représente le groupe d'âge de 6 à 14 ans et en 1971, 50 p. 100 environ de ce groupe d'âge étaient scolarisés dans 20 des 45 pays portés sur le graphique. Ce groupe représentant 23 p. 100 environ de la population totale, l'enseignement primaire universel n'était pratiquement réalisé en 1971/72 qu'à la Réunion et au Congo, mais dans huit autres pays le taux était supérieur à 70 p. 100. Les résultats de l'enseignement secondaire sont plus difficiles à évaluer mais le groupe d'âge de 15 à 19 ans représente quelque 9 p. 100 de la population totale de l'Afrique. En 1971, il n'y avait que trois pays (Egypte, Maurice et Réunion) où les effectifs de l'enseignement secondaire représentaient plus de la moitié de ce groupe d'âge, tandis que dans six autres pays la proportion dépassait 25 p. 100. Toutefois, dans l'ensemble, le niveau de la scolarisation est faible et dans 13 pays, moins de 10 p. 100 du groupe d'âge de 15 à 19 ans fréquentaient des établissements secondaires tandis que dans 23 (soit la moitié des pays) les effectifs représentaient entre un dixième et un quart du groupe.

Toutefois, cette analyse fondée sur un graphique statique ne tient pas compte des grands progrès que l'enseignement a effectivement accomplis en Afrique au cours des années 60. Ainsi, les effectifs inscrits entre 1960 et 1970 sont passés de 19,2 millions à 29 millions dans les écoles primaires, de 2 millions à 4,6 millions dans les écoles secondaires et de 219 000 à 360 000 dans les établissements d'enseignement supérieur. De nouveaux progrès ont été accomplis en 1971 et 1972 mais les données dont on dispose sont encore incomplètes.

# ENROLMENT IN EDUCATIONAL INSTITUTIONS 1971 SCOLARISATION DANS LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT, 1971



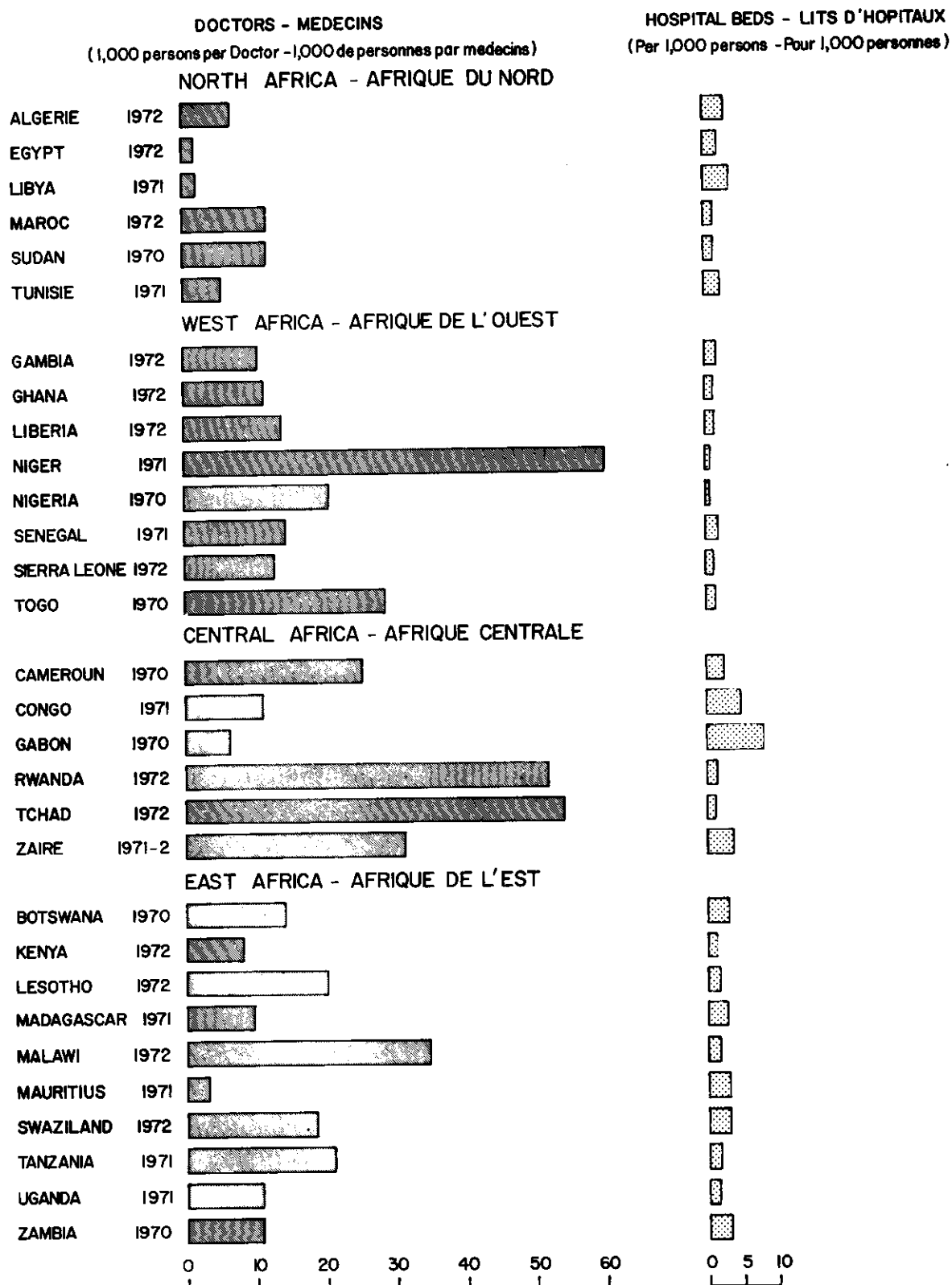
q EXCLUDES PERSONS BEING EDUCATED ABROAD  
NON COMPRIS LES ETUDIANTS A L'ETRANGER

b ESTIMATES OR UNOFFICIAL DATA  
DONNEES OFFICIEUSES OU ESTIMEES

# HOSPITAL BEDS AND DOCTORS RELATED TO POPULATION IN SELECTED AFRICAN COUNTRIES AROUND 1971

## LITS D'HOPITAUX ET MEDECINS EN POURCENTAGE DE LA POPULATION DANS QUELQUES PAYS AFRICAINS AUX ENVIRONS DE 1971

IX



NOTE: THEY ARE A CONSIDERABLE NUMBER OF ESTIMATES INCLUDED ABOVE  
UN GRAND NOMBRE D'ESTIMATIONS SONT INCLUSES

Les services de santé sont traités dans ce numéro pour la première fois, et le graphique IX présente une comparaison du nombre de médecins et de lits d'hôpital dans 30 pays africains vers 1971. On constate un écart considérable entre les deux extrêmes du rapport médecin par habitants dans les divers pays ainsi que dans le nombre de lits d'hôpital pour 1000 habitants. C'est en Egypte que le nombre d'habitants par médecin était le plus faible (1 800) et au Niger qu'il était le plus élevé (60 000). Au Gabon, il y avait 8,1 lits d'hôpital pour 1 000 habitants tandis que le Nigéria n'en comptait que 0,6.

Le faible rapport entre le nombre de lits d'hôpital et la population et le nombre élevé d'habitants par médecin sont associés au bas niveau du PIB par habitant et des dépenses publiques par habitant. A titre d'exemple, le Rwanda avait en 1972 un PIB par habitant de 60 dollars des Etats-Unis environ et les dépenses estimées de l'administration centrale n'étaient que de 6 dollars par habitant. On comptait 52 000 habitants pour un médecin et 1,5 lit d'hôpital pour 1 000 habitants. En revanche, le PIB par habitant de la Libye était de plus de 2 000 dollars, les dépenses publiques étaient de l'ordre de 800 dollars par habitant et on comptait 2 100 habitants par médecin et 3,9 lits d'hôpital pour 1 000 habitants.

Un pays riche comme la Libye peut se permettre de construire des hôpitaux et de les pourvoir en personnel mais dans la plupart des pays africains, il est difficile d'assurer les services médicaux, fût-ce sur une échelle modeste. Il est intéressant de noter que parmi les pays portés au graphique dont le PIB par habitant dépassait 200 dollars en 1971 aux prix de 1970, à savoir l'Algérie, l'Egypte, la Libye, le Maroc, la Tunisie, le Ghana, le Libéria, le Congo, le Gabon, Maurice, le Souaziland et la Zambie, la plupart comptaient plus de deux lits d'hôpital pour 1 000 habitants, tandis que le nombre d'habitants par médecin était en général inférieur à 12 000. On peut voir là une indication du niveau que le PIB par habitant doit atteindre pour que des services médicaux puissent être assurés à cette très modeste échelle.

Le graphique V du chapitre I indique qu'il y avait en 1972 onze pays où les dépenses publiques dépassaient le chiffre de 25 dollars par habitant. Six de ces pays, à savoir le Lesotho, le Malawi, le Niger, le Rwanda, le Tchad et le Togo sont portés au graphique IX et les moyennes non pondérées sont pour ces pays de 41 800 habitants par médecin et de 1,4 lit d'hôpital pour 1 000 habitants.

Il convient aussi de remarquer que la plupart des 11 pays où les dépenses publiques sont inférieures à 25 dollars par habitant se trouvent vers le bas du graphique indiquant le chiffre des effectifs scolaires.

### CHAPITRE III - ECHANGES ET PAIEMENTS INTERNATIONAUX

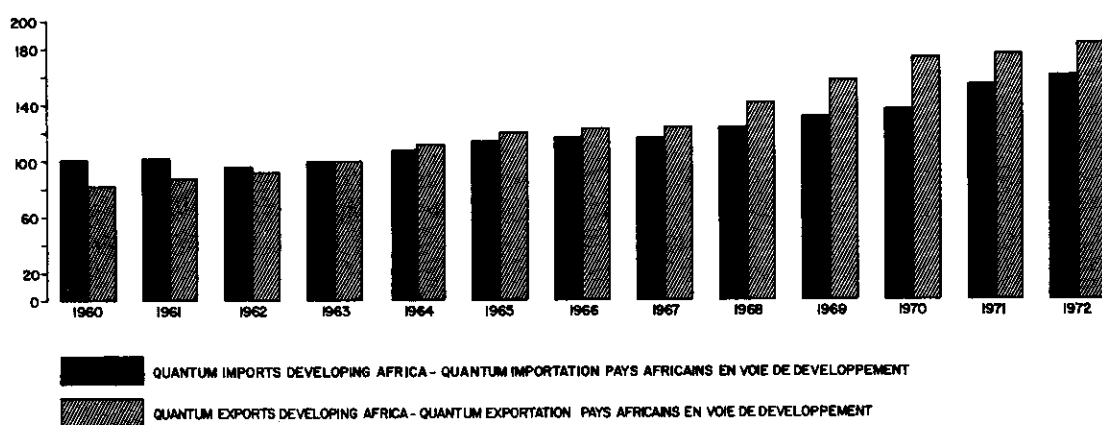
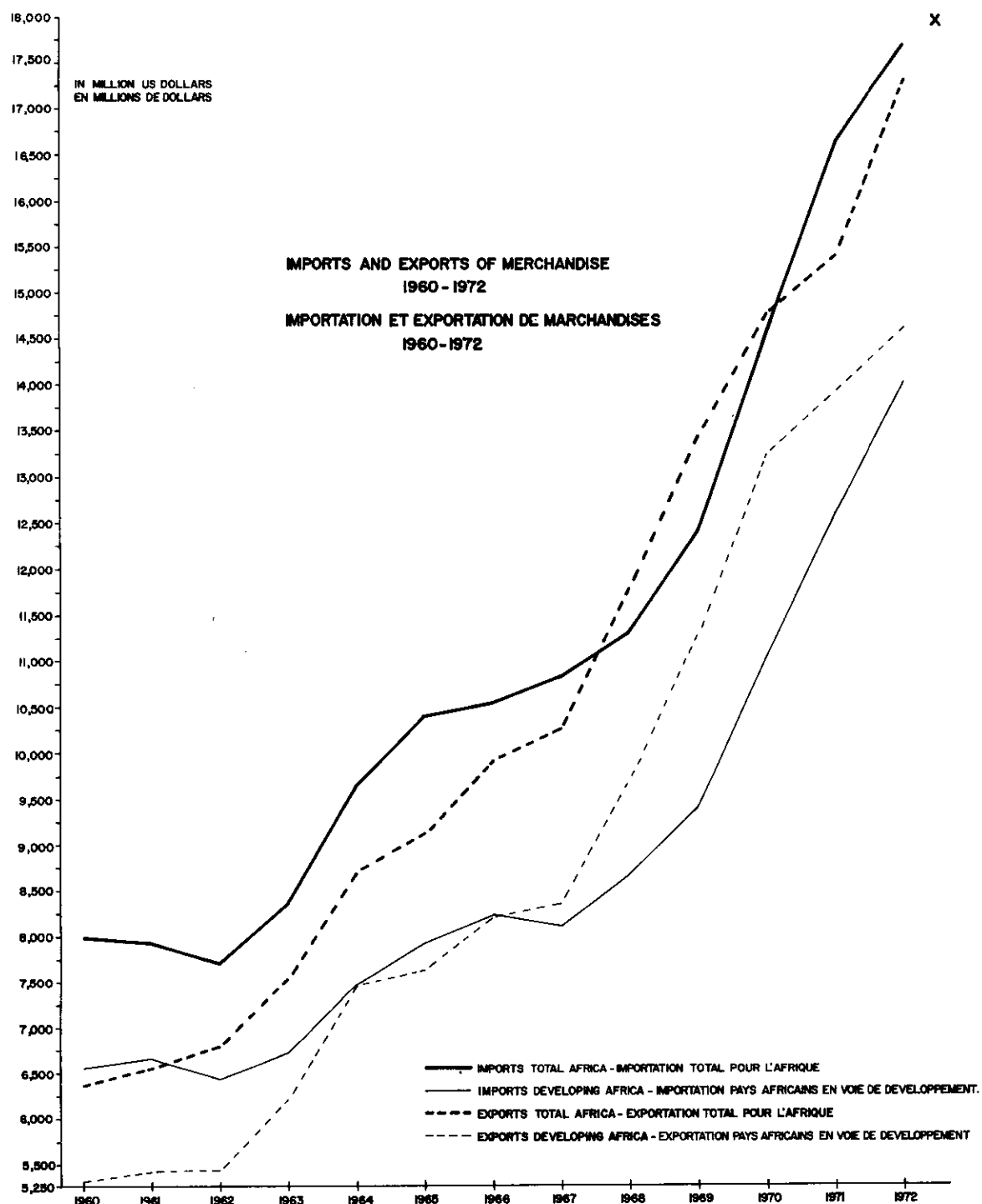
Si l'on en juge d'après la part des biens et services importés dans le total des ressources disponibles et celle des biens et services exportés dans la demande finale, l'Afrique a une économie remarquablement ouverte. Ce jugement s'applique à l'ensemble du continent et à la grande majorité des pays africains. L'importance des échanges extérieurs varie naturellement d'un pays à l'autre, en fonction notamment des ressources et des niveaux de développement. Cependant, en ce qui concerne les pays d'Afrique en voie de développement, on peut sans danger affirmer qu'en réalité ou en puissance, les relations économiques internationales revêtent en règle générale une importance cruciale pour le processus de développement.

Le graphique X indique l'évolution des exportations et des importations de marchandises entre 1960 et 1972 pour l'ensemble de l'Afrique et pour l'Afrique en voie de développement. La situation des échanges qu'il révèle se caractérise essentiellement par le fait qu'au cours de ces 12 ans, l'Afrique en voie de développement est passée de la position d'importateur net à celle d'exportateur net. La réduction du déficit commercial pour l'ensemble du continent a été due à l'évolution des exportations et des importations de l'Afrique en voie de développement tandis que la position de l'Afrique du Sud s'aggravait durant la période considérée.

Les exportations de l'Afrique en voie de développement ont augmenté à un taux annuel de près de 9 p. 100 entre 1960 et 1972 en prix courants. Quant aux importations, elles ont augmenté de 6,5 p. 100 par an environ. Le déficit de la balance des paiements enregistré au début des années 60 a été comblé au cours des dernières années et en 1972, la valeur des exportations atteignait 14,6 milliards de dollars et celle des importations 14 milliards, soit un excédent de 600 millions de dollars. Toutefois, cet excédent a diminué par rapport au niveau élevé de 1 milliard 870 millions de dollars atteint en 1969.

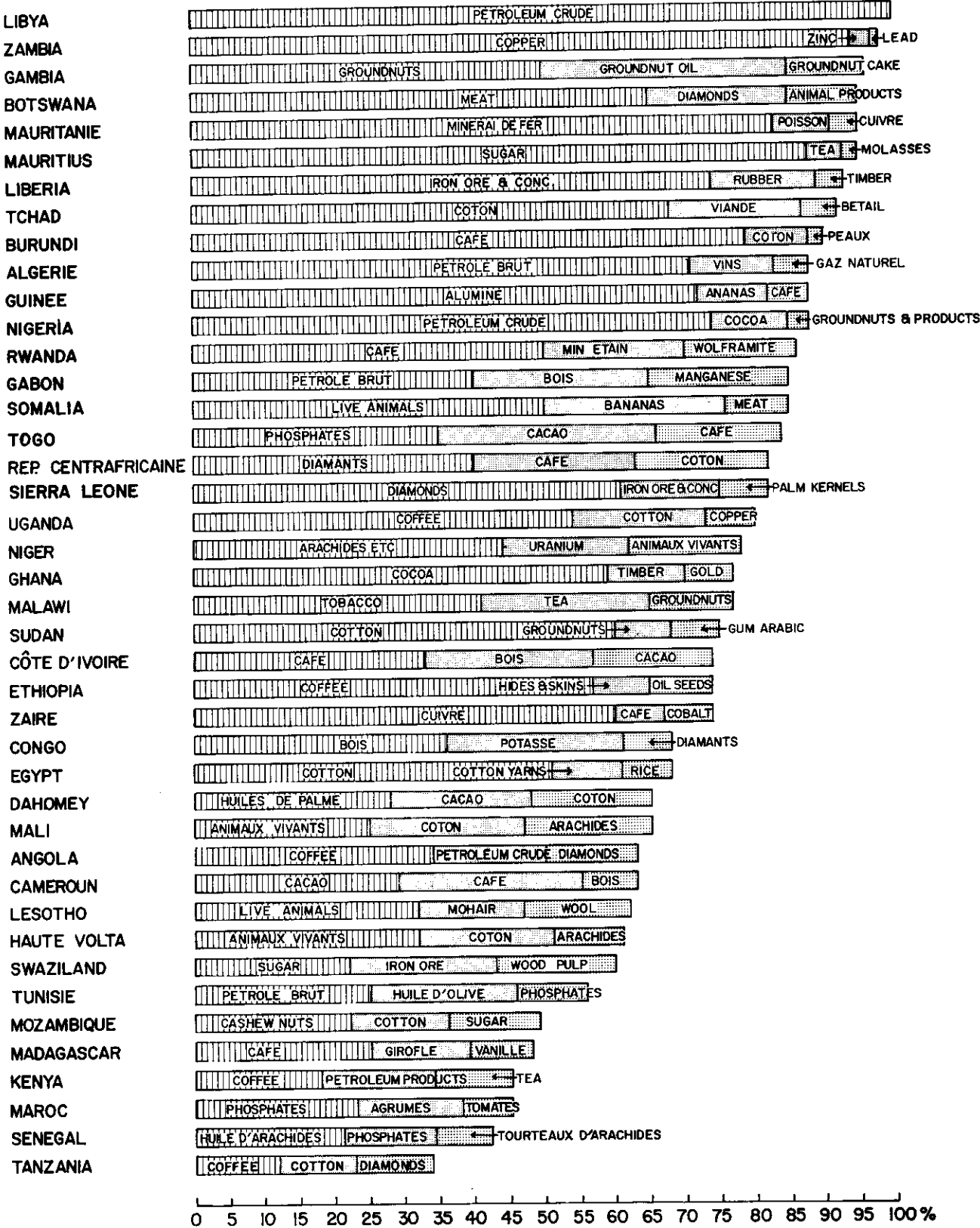
A noter que l'évolution favorable de la balance des paiements était due en grande partie à des conditions particulières, notamment l'expansion très accusée des exportations de minéraux, en particulier de pétrole et de minerai de fer, et les conditions favorables du marché de certaines catégories d'exportations importantes. En volume, les importations ont augmenté de 60 p. 100 entre 1960 et 1972 et les exportations de 12,4 p. 100.

La concentration par produits des exportations de l'Afrique a fait l'objet de nombreuses études. La proportion de la valeur totale des exportations représentée par les trois principaux produits en 1971 est indiquée pour 42 pays au graphique XI. Les exportations africaines sont extrêmement concentrées par produits et, ce qui est plus important encore, les exportations de certains pays portent essentiellement sur un, deux ou trois produits. Lorsque les conditions du marché sont défavorables, comme pour le cuivre en Zambie et le cacao au Ghana en 1971, elles se répercutent de façon désastreuse sur l'ensemble de la situation économique.



RELATIVE IMPORTANCE OF THREE PRINCIPAL EXPORT COMMODITIES,  
IMPORTANCE RELATIVE DE TROIS PRODUITS D'EXPORTATION PRINCIPAUX,  
1971

XI



En 1971, près des deux tiers des pays africains en voie de développement tiraient de deux produits seulement 60 p. 100 ou plus de leurs recettes d'exportation et il est peu probable que cette situation se modifie sensiblement dans un avenir proche.

Les exemples les plus frappants d'exportations presque entièrement concentrées sur un seul produit sont offerts par la Libye (99,9 p. 100 de pétrole brut), la Mauritanie (83 p. 100 de minerai de fer), le Burundi (79 p. 100 de café), Maurice (88 p. 100 de sucre) et la Zambie où 94 p. 100 des recettes d'exportation provenaient du cuivre en 1971.

On peut mesurer approximativement la part des produits manufacturés dans le total des importations en combinant la part relative des produits chimiques, des machines et du matériel de transport, et des autres produits manufacturés. Ce faisant on constate que ces produits représentaient une proportion élevée des importations totales des pays figurant au graphique XII qui offre une indication des importations par groupes de produits en 1971. Dans tous ces pays, la part de ces trois groupes dans le total dépassait 50 p. 100 et dans certains la proportion atteignait 80 p. 100. Les importations de machines et de matériel de transport donnent une idée du niveau de la formation et en 1971 elles représentaient 30 p. 100 environ des importations des pays africains en voie de développement; ce niveau relativement élevé indique bien que l'Afrique cherche à se développer.

Le développement des économies africaines est lié en dernière analyse à la planification et aux efforts des pays intéressés. Néanmoins, l'aide extérieure apporte un complément extrêmement important à ces efforts; le graphique XIII offre des informations fragmentaires, relatives principalement aux apports des pays membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE, pour les années 1965 à 1971. Depuis 1968 on tend à mettre l'accent sur l'aide multilatérale plutôt que sur l'aide bilatérale, ainsi qu'il ressort des données du graphique. En 1971, le montant total des apports atteignait 2 milliards 22 millions, contre 1 milliard 701 millions en 1965. Au cours des années 1966 à 1968, le flux a diminué par rapport à 1965, mais une tendance ascendante se manifeste depuis 1968. Le volume des apports de capitaux est particulièrement important dans le secteur extérieur mais en pourcentage du PIB en prix courants ils sont tombés de 4,5 en 1965 à 3,0 en 1970, pour remonter à 3,3 en 1971.

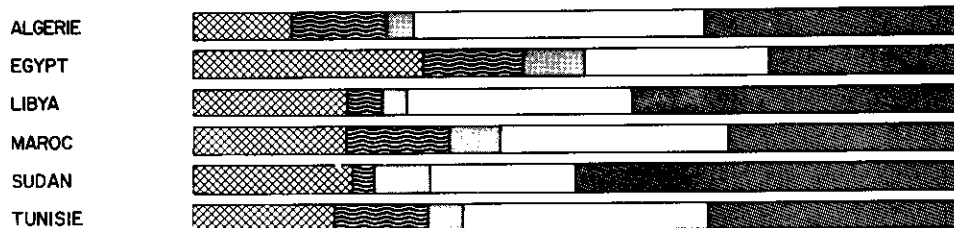
La balance des paiements est généralement définie comme un relevé systématique de toutes les transactions économiques intervenues, pendant une certaine année, entre les résidents du pays concerné et ceux des pays étrangers. Les statistiques de la balance des paiements des pays africains sont fréquemment incomplètes, mais le graphique XIV présente des données relatives à 27 pays pour 1971 (ou 1970).

Le graphique met en évidence un déficit général du compte courant pour les biens et services financés par des recettes de transfert (aide essentiellement) et des apports de capitaux. La Libye fait exception avec

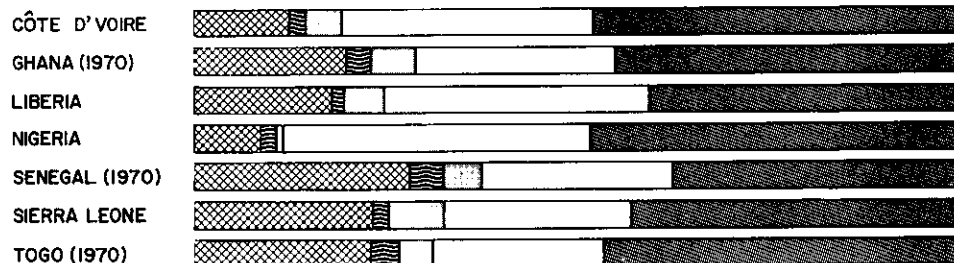
# IMPORTS BY COMMODITY GROUPS, 1971 IMPORTATIONS PAR GROUPES DE PRODUITS, 1971

XII

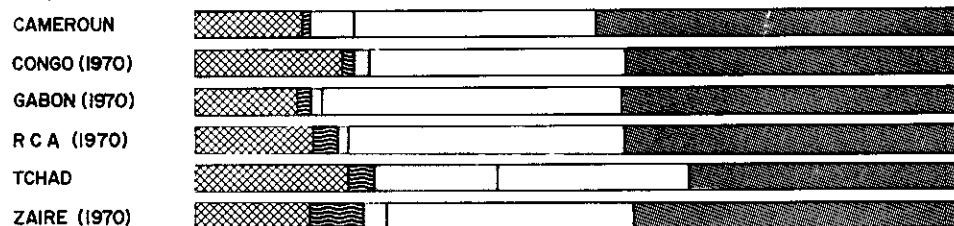
## NORTH AFRICA - AFRIQUE DU NORD



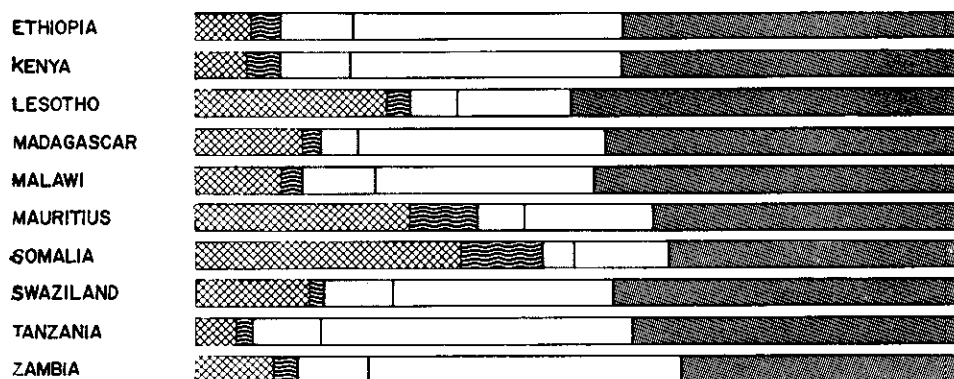
## WEST AFRICA - AFRIQUE DE L'OUEST



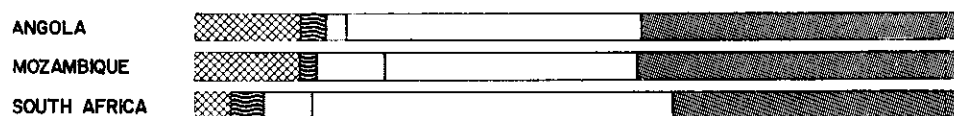
## CENTRAL AFRICA - AFRIQUE CENTRALE



## EAST AFRICA - AFRIQUE DE L'EST



## OTHER AFRICA - AUTRES PAYS AFRICAINS



0 10 20 30 40 50 60 70 80 90 100%



# **FLOWS OF PUBLIC AID TO AFRICA COURANTS D'AIDE PUBLIQUE VERS L'AFRIQUE**

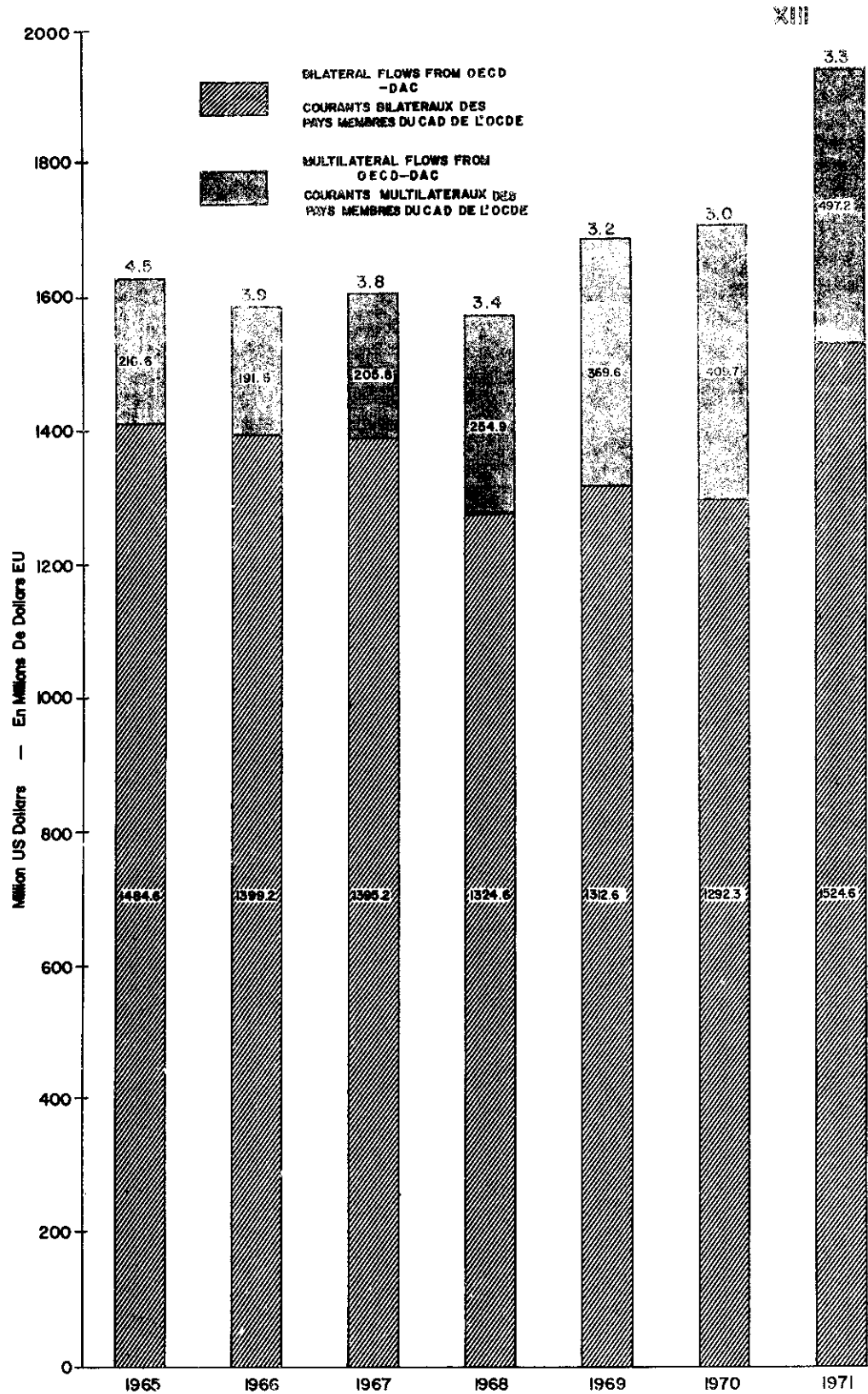


FIGURE ON TOP OF EACH BAR REPRESENTS FLOWS OF PUBLIC AID AS A PERCENTAGE OF GDP AT CURRENT MARKET PRICES AND DEVELOPING AFRICA  
 LE CHIFFRE INDIQUE AU-DESSUS DE CHAQUE BARRE REPRESENT LE MONTANT DE L'AIDE PUBLIQUE EXPRIME EN POURCENTAGE DU PIB AUX PRIX COURANTS DU MARCHE POUR L'AFRIQUE EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

un fort excédent pour les biens et services et des paiements de transfert vers l'extérieur (la plupart vers des pays arabes au titre de l'assistance par la confrontation avec Israël). Le Nigéria avait également en 1971 un excédent important sur son compte biens et services par suite de la croissance des exportations de pétrole.

Pour les 26 pays en voie de développement portés au graphique, l'apport net de capitaux s'élevait à 1 milliard 501 millions de dollars, les recettes de transferts nettes à 375 millions et le déficit net pour les biens et services à 200 millions. Les réserves extérieures nettes ont augmenté considérablement, passant pour l'ensemble de l'Afrique en voie de développement de 4 milliards 350 millions en décembre 1970 à 5 milliards 660 millions en décembre 1971. Si l'on exclut la Libye, le chiffre est passé de 2 milliards 595 millions à 2 milliards 834 millions.

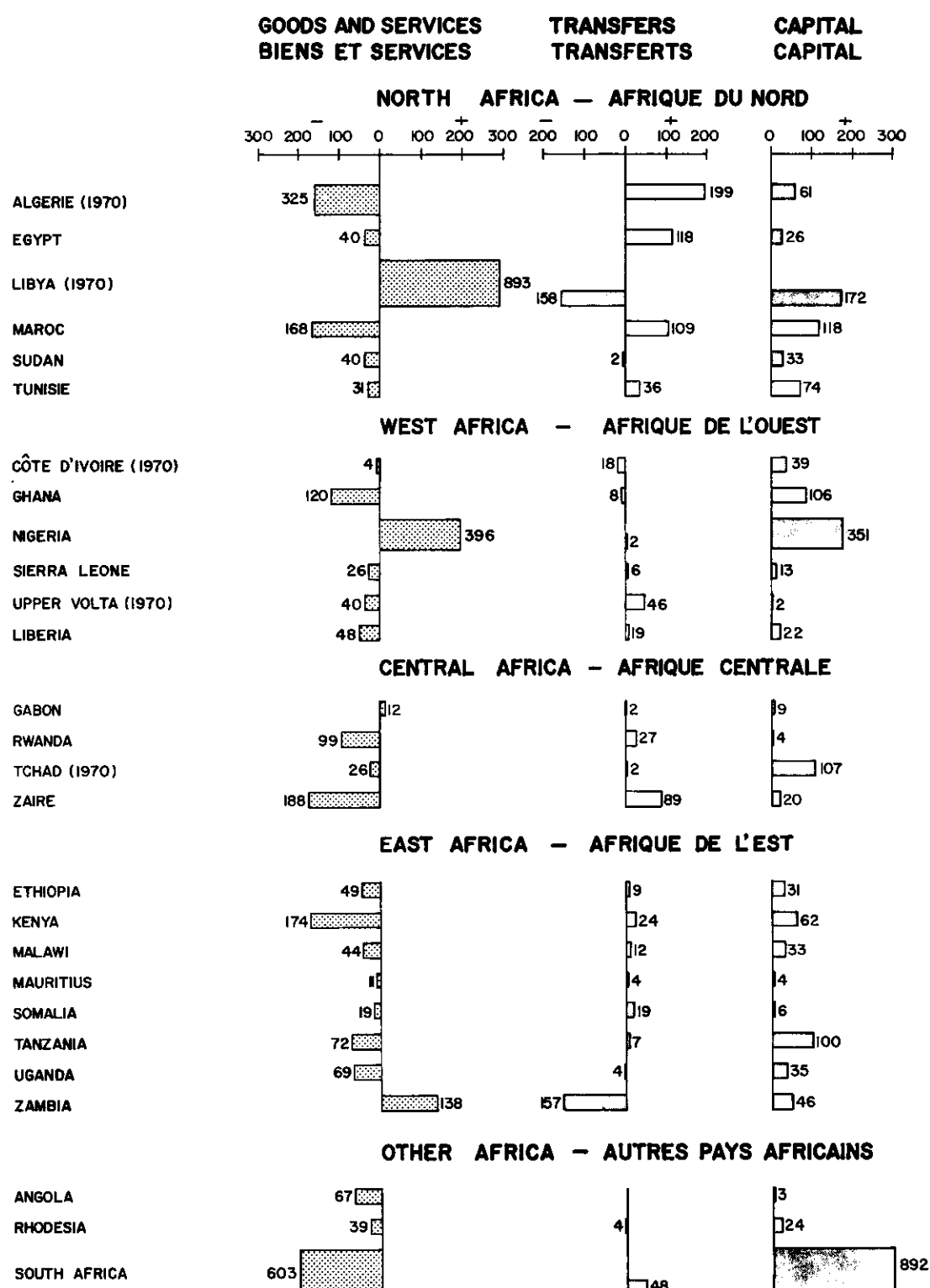
Cette tendance à l'accroissement des réserves s'est maintenue en 1972 mais sur une échelle beaucoup plus réduite: le total pour l'Afrique en voie de développement était de 6 milliards de dollars environ, soit une augmentation de 340 millions pour l'année, dont 260 millions revenaient à la Libye.

# BALANCE OF PAYMENTS OF SELECTED AFRICAN COUNTRIES, 1971

## BALANCE DES PAIEMENTS DE CERTAINS PAYS AFRICAINS, 1971

IN MILLION US DOLLARS - EN MILLIONS DE DOLLARS

XIV



#### CHAPITRE IV - ENERGIE

Bien que l'Afrique possède d'importantes réserves de gaz naturel et de pétrole brut ainsi qu'un potentiel considérable d'énergie, la consommation de toutes formes d'énergie est encore très limitée dans la région. La production de pétrole brut, en particulier, a augmenté très rapidement dans les années 60; mais étant en majeure partie exportée, elle ne fait l'objet que d'une consommation fort réduite en Afrique. En 1971, 11 p. 100 seulement de l'énergie produite dans les pays en voie de développement ont été effectivement consommés et, dans l'Afrique en voie de développement, la consommation par habitant était de 139 kg d'équivalent-charbon. Ce niveau de consommation, qui représente moins d'un dixième de la moyenne mondiale, constitue un bon indicateur du degré de développement industriel des pays concernés du fait que, dans le monde moderne, l'énergie est indispensable au progrès économique. Le graphique XV indique la production et la consommation d'énergie primaire dans les différents pays d'Afrique. En 1971, les principaux consommateurs étaient, par ordre d'importance: l'Afrique du Sud, l'Egypte, l'Algérie, le Maroc, la Rhodésie du Sud, le Nigéria, la Zambie et le Kenya.

En 1970, la consommation par habitant n'a pas dépassé 200 kWh que dans 10 pays. Pour ce qui concerne l'Afrique en voie de développement, la plus forte consommation, soit 902 kWh par habitant, a été relevée en Zambie où de grandes quantités d'électricité sont utilisées pour l'extraction du cuivre. La consommation ne peut se développer sensiblement que là où il existe un secteur industriel ou minier d'importance. En 1970, le Ghana enregistrerait une moyenne de 342 kWh par habitant, grâce aux fortes quantités utilisées pour la fonte de l'alumine dans la production d'aluminium, tandis que la consommation de 461 kWh par habitant au Libéria représentait en grande partie l'électricité servant à l'extraction du minerai de fer. La consommation moyenne de l'Afrique en voie de développement n'atteignait en 1970 que 107 kWh par habitant, soit un sixième environ de la moyenne mondiale. Par contraste, elle était de 2 392 kWh par habitant en Afrique du Sud.

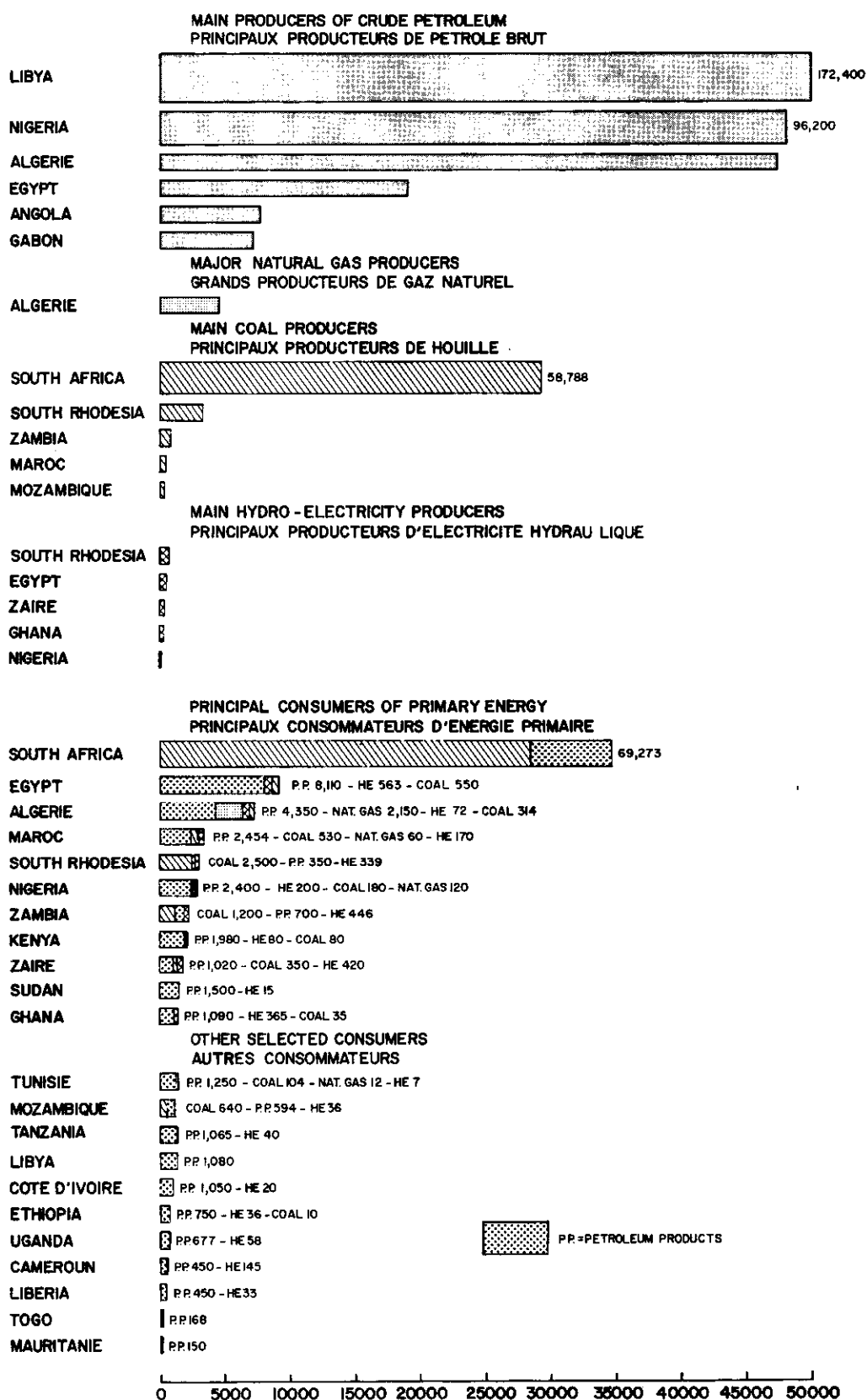
Les principaux pays producteurs de pétrole brut sont la Libye et le Nigeria, mais ils exportent la majeure partie de leur production. Les plus gros producteurs de gaz naturel sont l'Algérie, la Libye et le Nigéria et les deux premiers ont atteint le stade où les exportations commencent à prendre des proportions importantes. A l'heure actuelle, le gaz naturel produit en Afrique reste en majeure partie inutilisé. La production de charbon n'est importante que dans le sud du continent: celle de l'Afrique du Sud représentait 90 p. 100 du total en 1971.

La production d'énergie hydro-électrique se répartit plus équitablement dans la région, la plupart des pays étant plus ou moins producteurs. L'Egypte, le Ghana, le Zaïre et la Rhodésie du Sud sont actuellement en tête mais un certain nombre de projets importants viendront une fois achevés, ajouter considérablement à la production de l'Afrique. Deux pays

## PRODUCTION AND CONSUMPTION OF PRIMARY ENERGIE, 1971

## PRODUCTION ET CONSOMMATION D'ENERGIE PRIMAIRE, 1971

IN THOUSAND TONS OF COAL EQUIVALENT  
EQUIVALENCE EN HOUILLE, EN MILLIERS DE TONNES



exportent de fortes quantités d'électricité vers des pays voisins, à savoir la Rhodésie du Sud vers la Zambie et l'Ouganda vers le Kenya. Le Ghana commence, d'autre part, à exporter vers le Dahomey et le Togo.

Les ressources énergétiques connues comprennent aussi des réserves d'oxyde d'uranium qui ont été découvertes et sont exploitées en Afrique du Centre et en Afrique du Sud. On a également repéré d'autres gisements qui sont en cours d'exploration.

On a annoncé en 1972 que les ressources d'énergie géothermale de l'Ethiopie pourraient répondre en majeure partie aux besoins actuels du pays en énergie électrique.

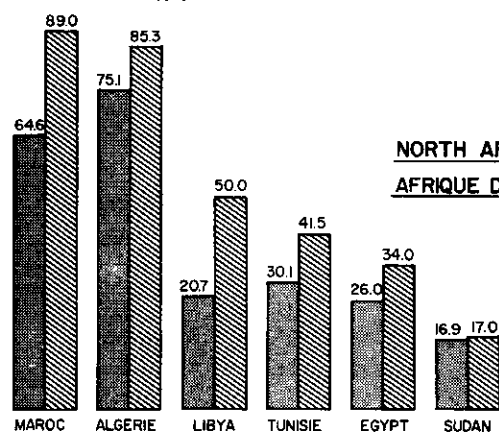
Les réserves de pétrole brut de l'Afrique font actuellement l'objet de recherches intensives. Le niveau de développement atteint durant les années 60 permet de penser que le continent possède probablement des réserves considérables de pétrole en sus de celles qui sont déjà reconnues. En fait, on découvre tous les ans de nouveaux gisements d'importance. La recherche de pétrole brut a également conduit à la découverte de réserves de gaz naturel dans un certain nombre de pays. Celles-ci ne peuvent être utilisées rapidement que lorsqu'il existe déjà un marché, sur place ou à proximité. L'Egypte, par exemple, se propose d'exploiter le gaz naturel découvert dans la région du delta du Nil pour son économie, tandis que les réserves du Mozambique pourraient être amenées par pipeline en Afrique du Sud où il existe déjà un vaste marché. Les investissements nécessaires pour liquéfier le gaz naturel en vue de l'exporter vers les marchés des pays développés sont tels que cette forme d'exploitation ne progresse que lentement, mais le Nigéria espère devenir exportateur, comme le sont déjà l'Algérie et la Libye, au cours des prochaines années.

# COMMERCIAL ROAD MOTOR VEHICLES, 1965 AND 1971 VEHICULES AUTOMOBILES COMMERCIAUX EN SERVICE, 1965 ET 1971

Thousands - Milliers

XVI

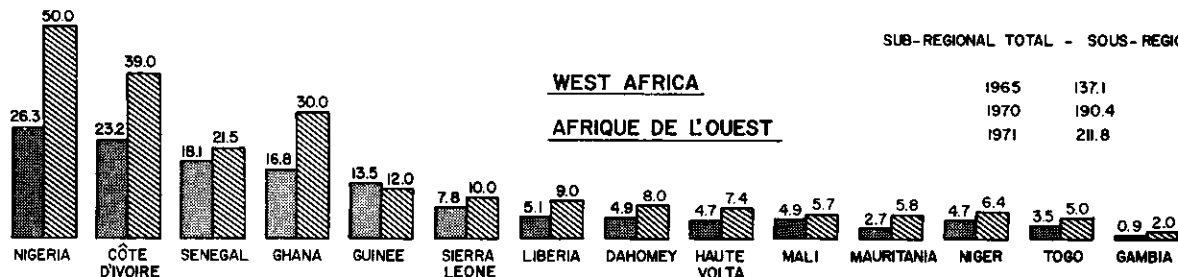
## NORTH AFRICA AFRIQUE DU NORD



SUB-REGIONAL TOTAL - SOUS-REGION TOTAL

1965	233.5
1970	294.3
1971	316.8

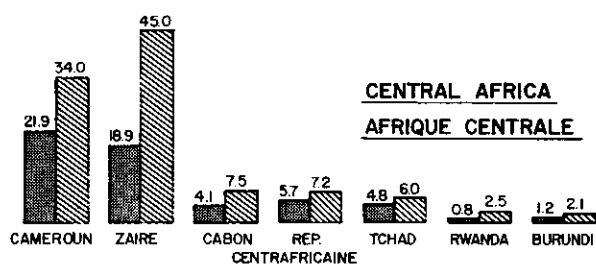
## WEST AFRICA AFRIQUE DE L'OUEST



SUB-REGIONAL TOTAL - SOUS-REGION TOTAL

1965	137.1
1970	190.4
1971	211.8

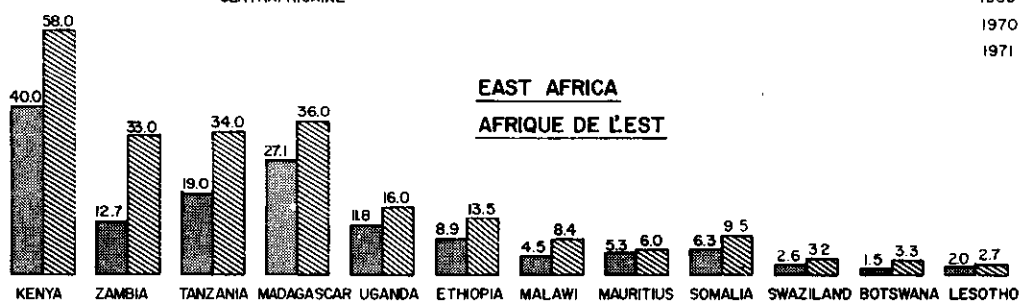
## CENTRAL AFRICA AFRIQUE CENTRALE



SUB-REGIONAL TOTAL - SOUS-REGION TOTAL

1965	57.0
1970	95.1
1971	104.3

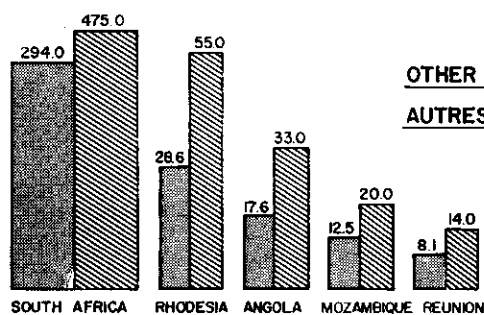
## EAST AFRICA AFRIQUE DE L'EST



SUB-REGIONAL TOTAL - SOUS-REGION TOTAL

1965	141.7
1970	207.9
1971	223.6

## OTHER AFRICA AUTRES PAYS AFRICAINS



SUB-REGIONAL TOTAL - SOUS-REGION TOTAL

1965	360.8
1970	539.4
1971	597.0

TOTAL AFRICA - AFRIQUE TOTAL

1965	930.1
1970	1327.7
1971	1453.5



## CHAPITRE V - TRANSPORTS

Les modes de transport existant en Afrique sont les suivants: ports maritimes et fluviaux, chemins de fer, routes et moyens de transport routier, services de transport aérien. Il y a en outre une flotte marchande établie dans la région, qui se développe de manière à pouvoir transporter un volume croissant d'importations et d'exportations africaines. Les graphiques XVI et XVII portent sur les véhicules routiers commerciaux en exploitation, le transport des marchandises par rail et le volume des marchandises manutentionnées dans les ports africains en 1965 et 1971. Les cartes XIX à XXII indiquent la position approximative des divers moyens de transport.

Le nombre de véhicules routiers à usage commercial enregistré dans l'Afrique en voie de développement est passé de 636 000 en 1965 à 900 000 en 1970, soit une augmentation de 40 p. 100. Pour l'ensemble de l'Afrique, l'augmentation était de 43 p. 100: de 930 000 à 1 328 000. Dans chaque cas, le taux de croissance annuel était de 7 p. 100 au moins mais bien que ce taux soit important, le nombre des véhicules en exploitation dans la région est encore très faible par rapport aux chiffres correspondants des pays avancés aussi bien que par rapport au réseau routier et à la population de l'Afrique. En 1971, le nombre de véhicules à usage commercial a augmenté de 9 p. 100 dans l'Afrique en voie de développement, atteignant 980 000 environ.

En 1970, la longueur totale des routes de l'Afrique en voie de développement était d'environ 1,2 million de kilomètres, dont 144 000 km de routes goudronnées et quelque 210 000 km de grandes routes. Le Nombre total des véhicules en service, à usage commercial ou privé, s'établissait à 2,7 millions pour l'Afrique en voie de développement et à 4,8 millions environ pour l'ensemble de l'Afrique.

Les statistiques du fret ferroviaire indiquent le degré d'activité commerciale, notamment en ce qui concerne les échanges extérieurs. Le graphique XVII où figurent 29 pays, montre que le volume total des marchandises transportées par rail dans l'Afrique en voie de développement a augmenté de 22 p. 100 entre 1965 et 1970, alors qu'on a enregistré dans l'ensemble de l'Afrique un accroissement de beaucoup supérieur, à savoir 41 p. 100. Entre 1970 et 1971, le fret ferroviaire n'a marqué qu'un accroissement très faible dans l'Afrique en voie de développement et dans l'ensemble de l'Afrique.

Les statistiques des marchandises manutentionnées dans les ports sont présentées au graphique XVIII et portent sur une grande partie des exportations et des importations de l'Afrique. Ce graphique, où figurent 31 pays, indique que le volume global des marchandises manutentionnées est passé de 253,1 millions de tonnes en 1965 à 490,7 millions en 1970, soit une augmentation de 94 p. 100. Dans l'Afrique en voie de développement, le chiffre est passé de 231,4 millions en 1965 à 457,1 millions en 1970, soit une augmentation de 98 p. 100.

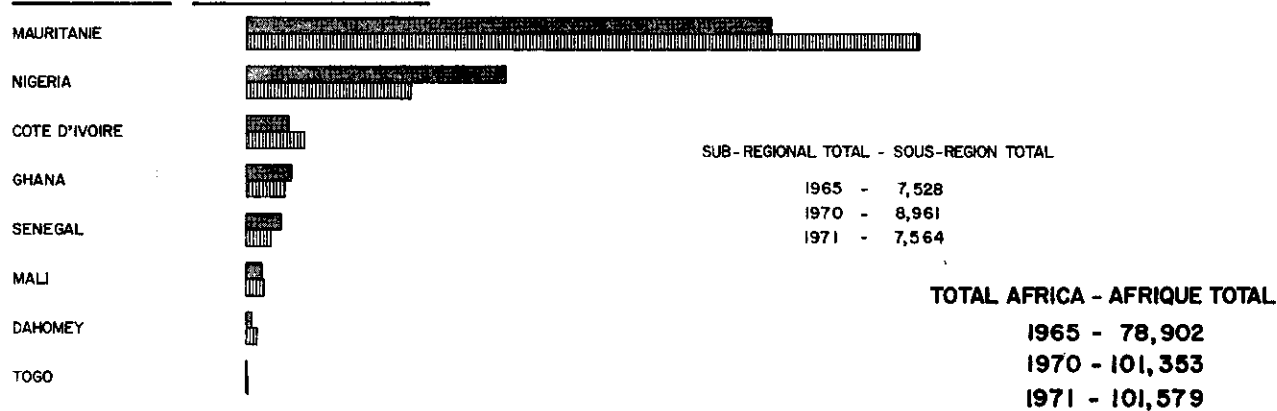
**RAILWAY FREIGHT TRAFFIC 1965 AND 1971**  
**TRAFIC FERROVIAIRE DES MARCHANDISES 1965 ET 1971**

XVII

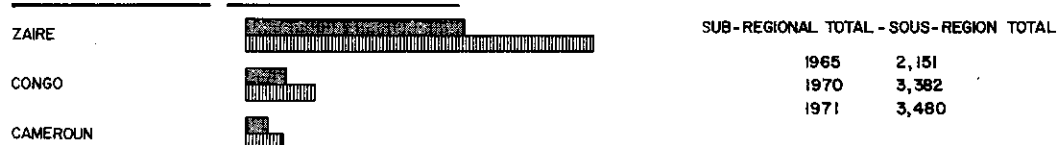
**NORTH AFRICA    AFRIQUE DU NORD**



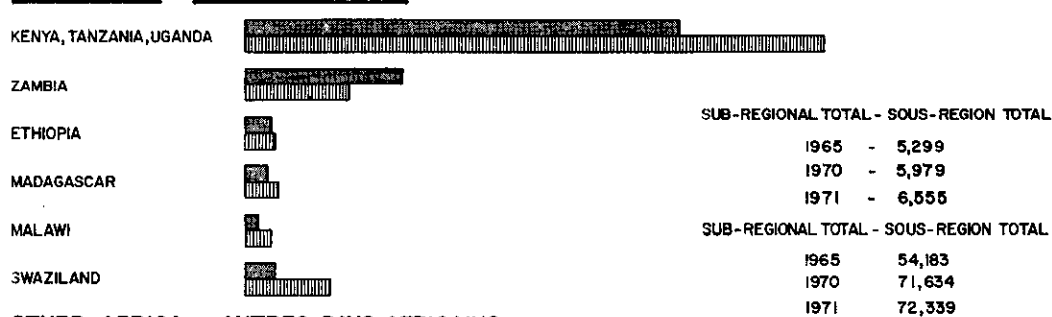
**WEST AFRICA    AFRIQUE DE L'OUEST**



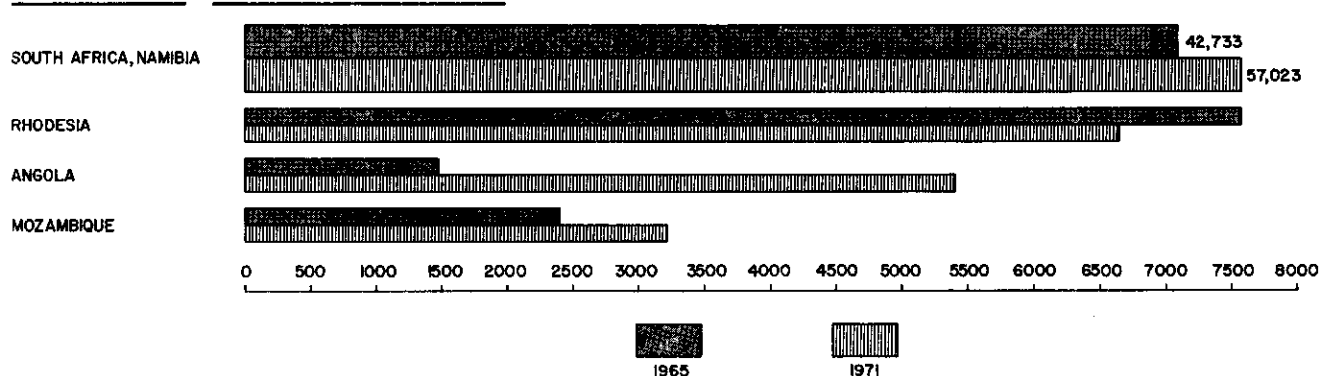
**CENTRAL AFRICA    AFRIQUE CENTRALE**



**EAST AFRICA    AFRIQUE DE L'EST**



**OTHER AFRICA    AUTRES PAYS AFRICAINS**



La croissance la plus importante a été marquée par les exportations de pétrole brut qui figurent en particulier dans les totaux relatifs à la Libye, au Nigéria, au Gabon et à l'Angola. Le volume total des marchandises chargées dans l'Afrique en voie de développement est passé de 183,3 millions de tonnes en 1965 à 395,2 millions en 1970, soit une croissance de 121 p. 100. Outre l'accroissement des exportations de pétrole brut, il faut noter le progrès important des exportations de minerai de fer de la Mauritanie, du Libéria et de l'Angola. En ce qui concerne les chargements d'exportations, huit pays (Algérie, Dahomey, Gabon, Libéria, Libye, Madagascar, Nigéria et Angola) ont réalisé une augmentation de plus de 100 p. 100, cependant que quelques autres, dont l'Egypte, le Ghana et la Guinée, ont enregistré une réduction.

En 1971, le volume total des marchandises manutentionnées dans les ports d'Afrique a diminué de 4 p. 100 par suite d'une réduction des cargaisons de pétrole d'Afrique du Nord suffisamment importante pour annuler, et au-delà, l'accroissement sensible des exportations de pétrole brut du Nigéria. Le volume total des marchandises chargées est tombé de 411,5 millions de tonnes en 1970 à 387,9 millions de tonnes en 1971 mais celui des marchandises déchargées est passé de 79,2 à 83,1 millions de tonnes.

Le développement de la production de pétrole brut et de minerai de fer a entraîné la construction d'installations portuaires pour le pétrole brut et les autres produits minéraux dans les pays concernés, et la Libye possède actuellement cinq ports pétroliers pour le chargement des navires citernes. L'Algérie et, dans une moindre mesure, la Libye exportent du gaz naturel et la croissance de ces exportations a déjà entraîné la construction d'installations portuaires pour le chargement des navires spéciaux qui transportent le gaz sous forme liquéfiée.

Le tonnage des marchandises déchargées dans les ports côtiers constitue probablement un indicateur (imparfait et incomplet) du degré de développement. Dans l'Afrique en voie de développement, le volume des marchandises déchargées est passé de 48,1 millions de tonnes en 1965 à 61,9 millions en 1970, soit une augmentation de 28 p. 100. Pour l'ensemble de l'Afrique, l'accroissement a été de 31 p. 100: de 60,4 à 79,3 millions de tonnes. En 1971, le volume des marchandises déchargées dans les pays africains en voie de développement a accusé un nouvel accroissement de 4 p. 100 environ.

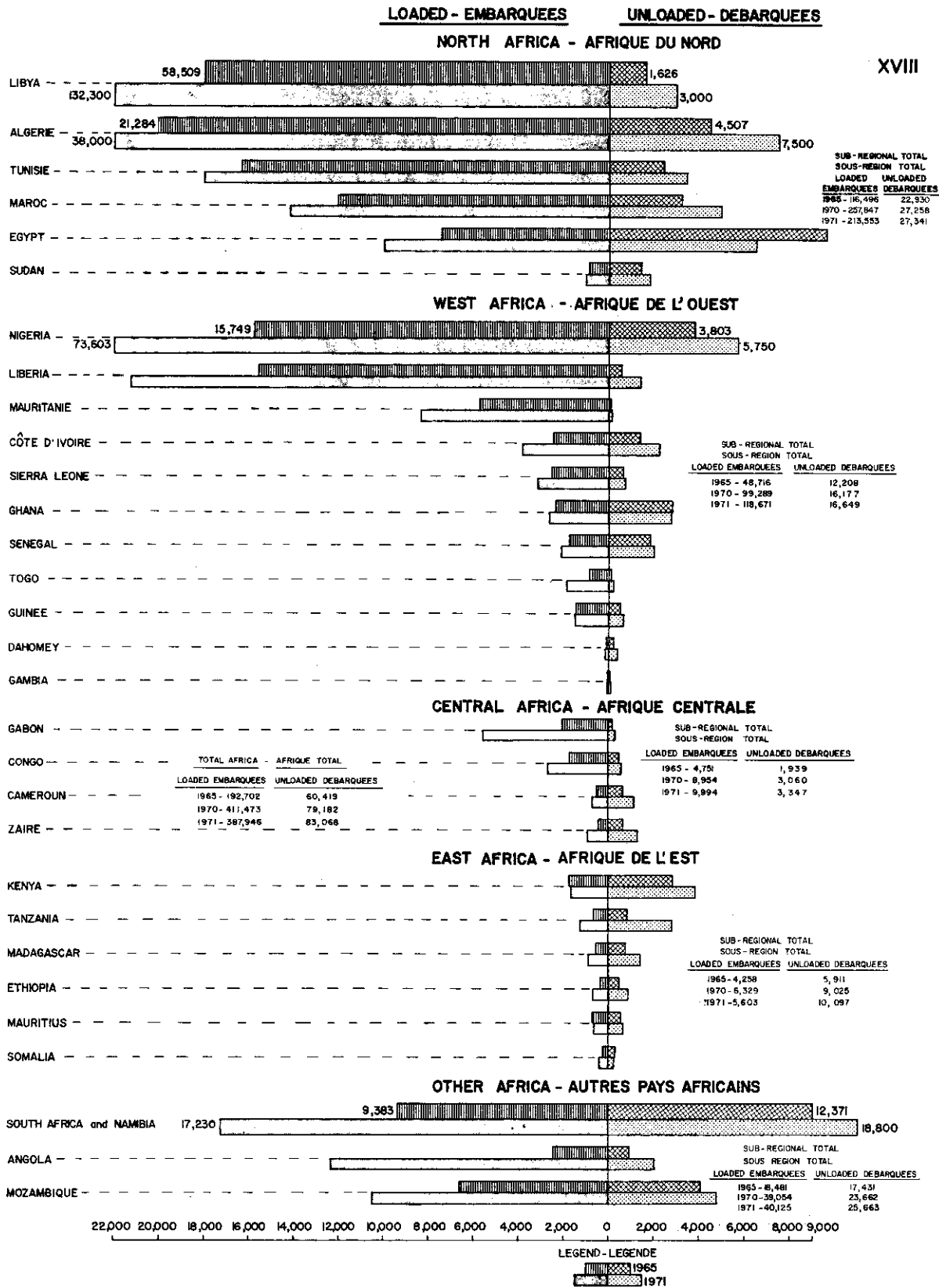
Les diverses formes de transport - ferroviaire, routier, fluvial, maritime et aérien - constituent en Afrique ce que l'on pourrait qualifier de système intégré mais il est évident, si l'on regarde les cartes des pages à que le système présente de nombreuses lacunes et que, dans certaines régions comme le désert du Sahara, les seules liaisons praticables entre pays africains sont assurées par voie aérienne.

Les chemins de fer africains ont, dans une large mesure, été construits pour relier les ports à d'importantes zones minérales où aux régions produisant les denrées agricoles commerciales nécessaires aux pays développés.

MARITIME FREIGHT TRAFFIC, GOODS LOADED AND UNLOADED  
AT AFRICAN PORTS 1965 AND 1971

TRAFIC MARITIME, MARCHANDISES CHARGÉES ET DÉCHARGÉES  
DANS LES PORTS AFRICAINS, 1965 ET 1971

IN THOUSAND METRIC TONS  
EN MILLIERS DE TONNES MÉTRIQUES



Par rapport à l'Afrique australe qui possède un bon réseau ferroviaire intégré à son économie plus avancée, la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, par exemple n'a qu'un système médiocrement développé et intégré. Dans la région côtière de l'Afrique du Nord constituée par le nord du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie, le système d'inter-connexion est meilleur, mais l'Afrique de l'Est et l'Afrique du Centre ont besoin de raccordements pour mieux adapter leur réseau ferroviaire aux besoins des sous-régions. La construction en cours du chemin de fer entre la Tanzanie et la Zambie représente une étape dans ce sens.

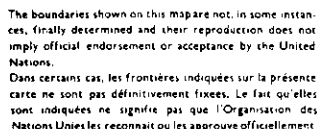
Les routes principales d'Afrique sont continuellement améliorées ainsi que les liaisons routières entre Etats et entre les diverses régions des pays. Il y a cependant encore beaucoup à faire et il faut en particulier transformer les routes principales gravillonnées en routes goudronnées afin de réduire les frais d'entretien et l'usure des véhicules. Les lacunes du réseau routier de l'Afrique sont mises en évidence par la carte XX. La route transafricaine projetée, reliant Mombasa au Kenya à Lagos au Nigéria, aidera à en combler une importante.

La carte indiquant les ports africains montre également les principaux fleuves qui font dans une certaine mesure office de liaisons de transport. Le bassin du Congo est particulièrement important en tant que réseau de transport fluvial et le Nil est, de longue date, largement utilisé. Le fleuve Niger dessert le Mali, le Niger et le Nigéria. Les grands lacs d'Afrique de l'Est jouent aussi un grand rôle dans le domaine des transports.

L'Afrique possède de nombreux ports et beaucoup des plus importants, comme nous l'avons vu plus haut, sont reliés par chemin de fer à l'hinterland. A l'avenir, le développement des ports tendra davantage à la construction d'installations pour les grands navires qu'utilisent maintenant les flottes mondiales, en particulier ceux qui transportent le pétrole et le minerai. Cependant, l'expansion du commerce côtier de l'Afrique exigera le maintien en service des petits caboteurs et le développement général des ports devra être conçu en fonction de ces bâtiments et des navires de dimension moyenne utilisés pour le commerce général.

Les aéroports africains se sont transformés et développés considérablement au cours de la dernière décennie et si le taux de croissance relativement élevé des voyages aériens se maintient cette tendance se poursuivra à l'avenir. Il y a en Afrique un nombre limité mais croissant d'aéroports qui peuvent recevoir des jumbo-jets mais ces aéronefs ne sont pas encore très utilisés pour les vols à destination et au départ de l'Afrique et des appareils de plus petite dimension sont employés en général à l'intérieur du continent. De petits avions de type DC3 sont d'usage courant dans les pays et il existe un vaste réseau de petits aérodromes ou de pistes d'atterrissage.

Cette description succincte du réseau de transport de l'Afrique permettra peut-être de comprendre la nécessité actuelle et permanente de l'améliorer aussi rapidement que possible. Les échanges entre pays africains ont, dans



# MAIN ROADS PRINCIPALES ROUTES



The boundaries shown on this map are not, in some instances, finally determined and their reproduction does not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

Dans certains cas, les frontières indiquées sur la présente carte ne sont pas définitivement fixées. Le fait qu'elles sont indiquées ne signifie pas que l'Organisation des Nations Unies les reconnaît ou les approuve officiellement.

ECA STAT. DIV.

1972

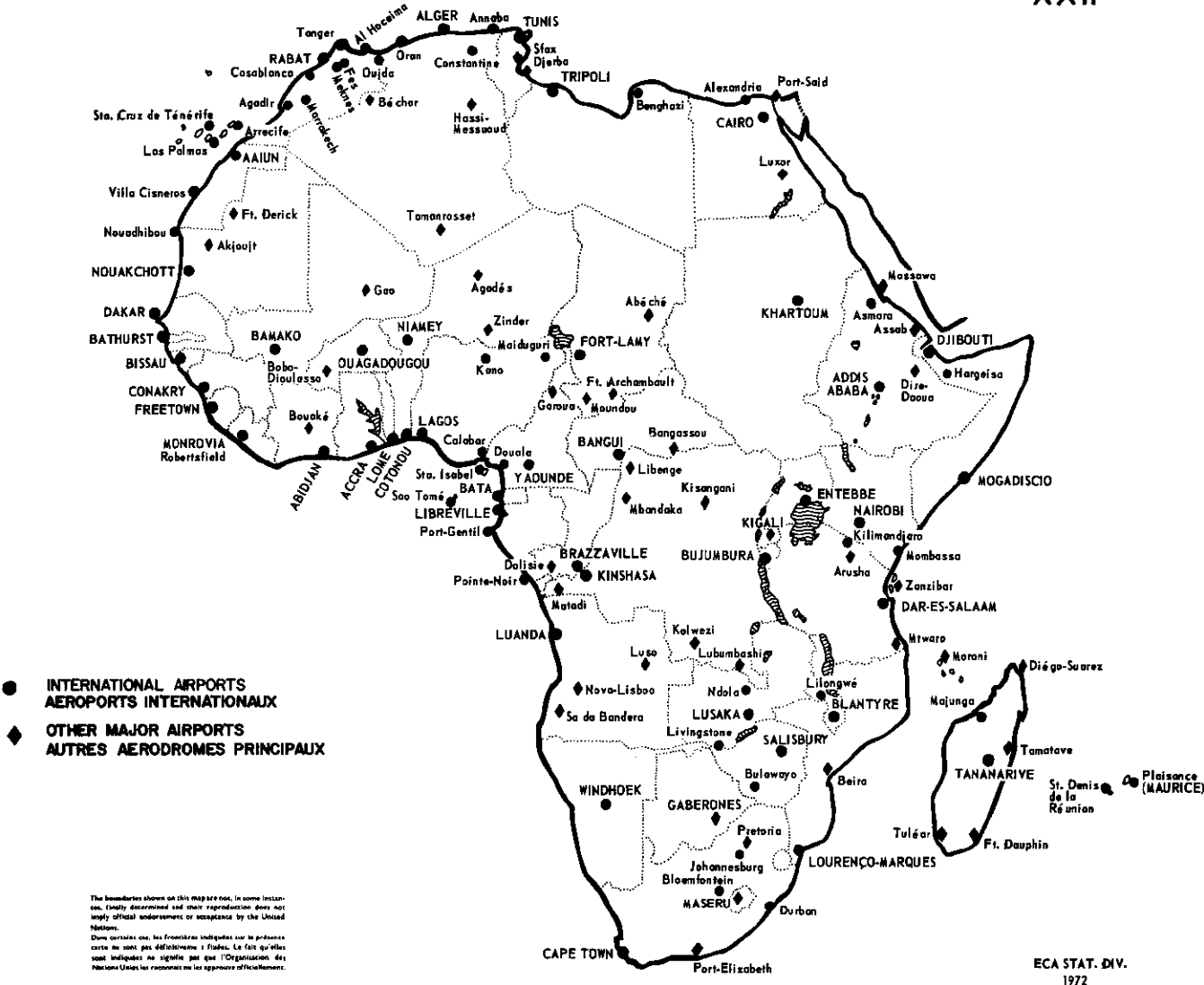
# THE AFRICAN HARBOURS LES PORTS AFRICAINS

XXI



# AFRICAN AIRPORTS LES AEROPORTS AFRICAINS

XXII



l'ensemble, été jusqu'ici négligés parce que les liaisons de transport étaient mauvaises, et la croissance de l'activité commerciale des pays a aussi été ralentie par le manque de moyens de transport. Pour que l'Afrique parvienne au taux de croissance beaucoup plus élevé nécessaire pour que les aspirations de ses peuples soient satisfaites, il est essentiel que le taux actuel des investissements consacrés aux transports soit maintenu et dépassé.

## CHAPITRE VI - GROUPEMENTS ECONOMIQUES

Les trois graphiques suivants montrent les différents groupements économiques de la région. Une des raisons qui expliquent ces groupements est que de nombreux pays africains sont très petits du point de vue de leur pouvoir d'achat réel et doivent se grouper pour accélérer le développement du groupe. On a aussi constaté que la coopération économique était particulièrement précieuse dans certains secteurs ou encore pour certains produits. Le développement de la coopération économique est un processus continu et le stade atteint par les principaux groupements est indiqué ci-après.

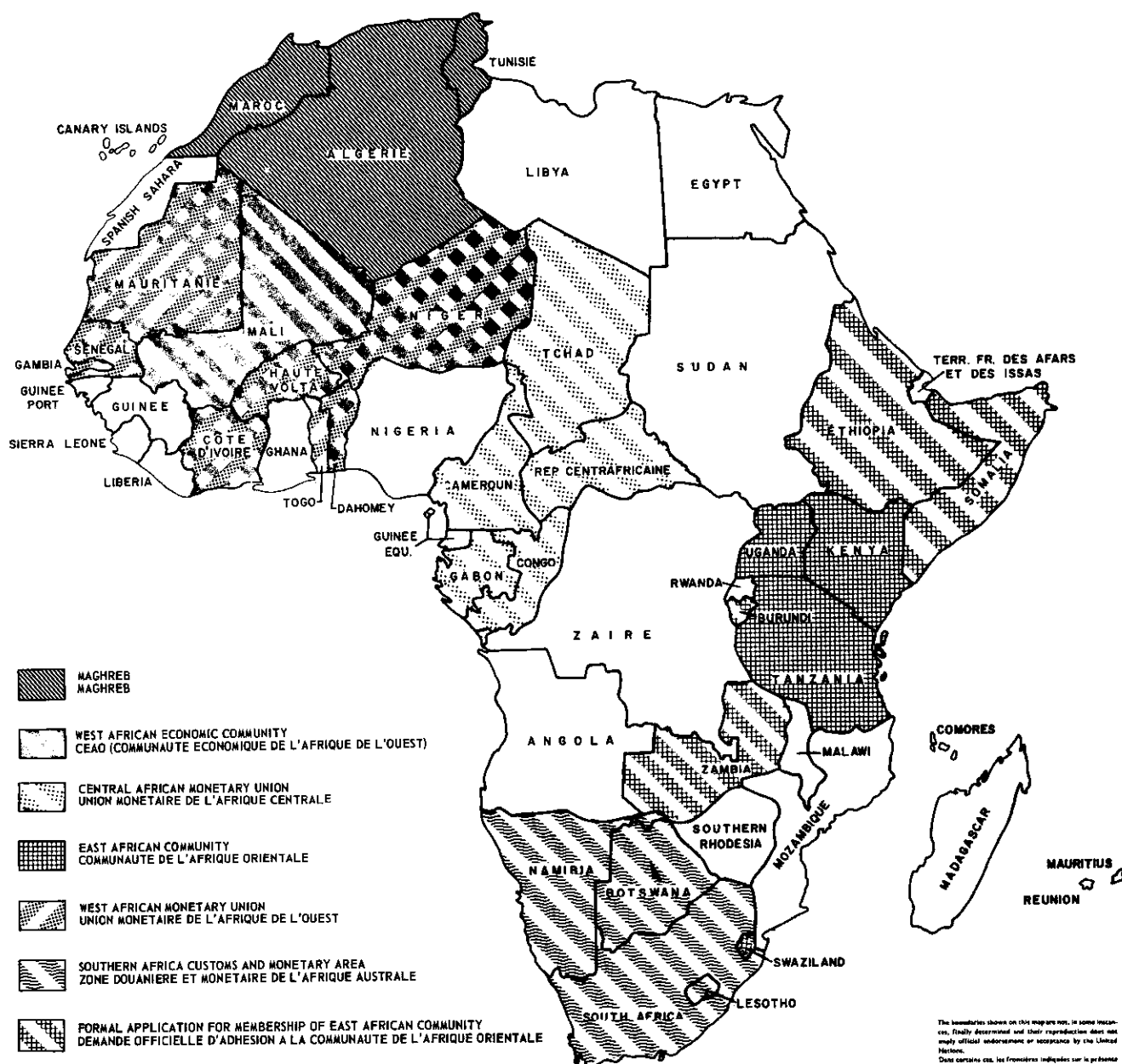
La Communauté de l'Afrique orientale regroupe le Kenya, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie. Elle est issue de la coopération économique qui s'est instaurée dans les années 20 entre ces trois pays. La Communauté vise à "renforcer et réglementer les relations industrielles, commerciales et autres entre les Etats partenaires en vue d'accélérer, d'harmoniser et d'équilibrer leur développement et d'assurer une expansion soutenue de l'activité économique dont les avantages doivent être équitablement répartis". Un certain nombre d'institutions ont été créées, dont l'Autorité de l'Afrique orientale est l'organe suprême. Le système de la taxe de transfert vise à répartir les bénéfices de la production industrielle et, au cours des dernières années, diverses entités de la Communauté ont été transférées du Kenya dans les autres Etats membres. Quatre pays, à savoir le Burundi, l'Ethiopie, la Somalie et la Zambie, ont présenté une demande officielle d'adhésion à la Communauté.

Le Comité permanent consultatif du Maghreb (CPCM) comprend l'Algérie, le Maroc et la Tunisie et assure la coopération dans les domaines du développement industriel, des transports, du commerce et du tourisme, mais il vise aussi à établir une union économique. Divers comités ont été constitués pour coordonner certaines activités d'intérêt commun dans les domaines économiques et social (par exemple les services postaux, les télécommunications et le tourisme). Un Centre d'études industrielles (CEI) a été créé et il est prévu d'instituer une banque de développement du Maghreb et un système commun de paiements.

L'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC), lorsqu'elle a été constituée en 1964, regroupait le Cameroun le Congo, le Gabon, la République centrafricaine et le Tchad (qui s'en est retiré en 1968). L'Union vise à établir progressivement un marché commun de l'Afrique centrale grâce à l'élimination de toutes les restrictions aux échanges entre les Etats membres, l'instauration de programmes d'industrialisation harmonisée, le développement en commun d'autres activités économiques (par exemple les transports et les communications) et la mise en place d'un tarif extérieur commun. L'Union est dotée d'un organe suprême, le Conseil des chefs d'Etat, assisté d'un Comité de direction et d'un secrétariat général. Les chefs d'Etat prennent toutes leurs décisions sur l'avis du Comité de direction.

# SELECTED ECONOMIC GROUPINGS (1 JANUARY 1973) GROUPEMENTS ECONOMIQUES (1 JANVIER 1973)

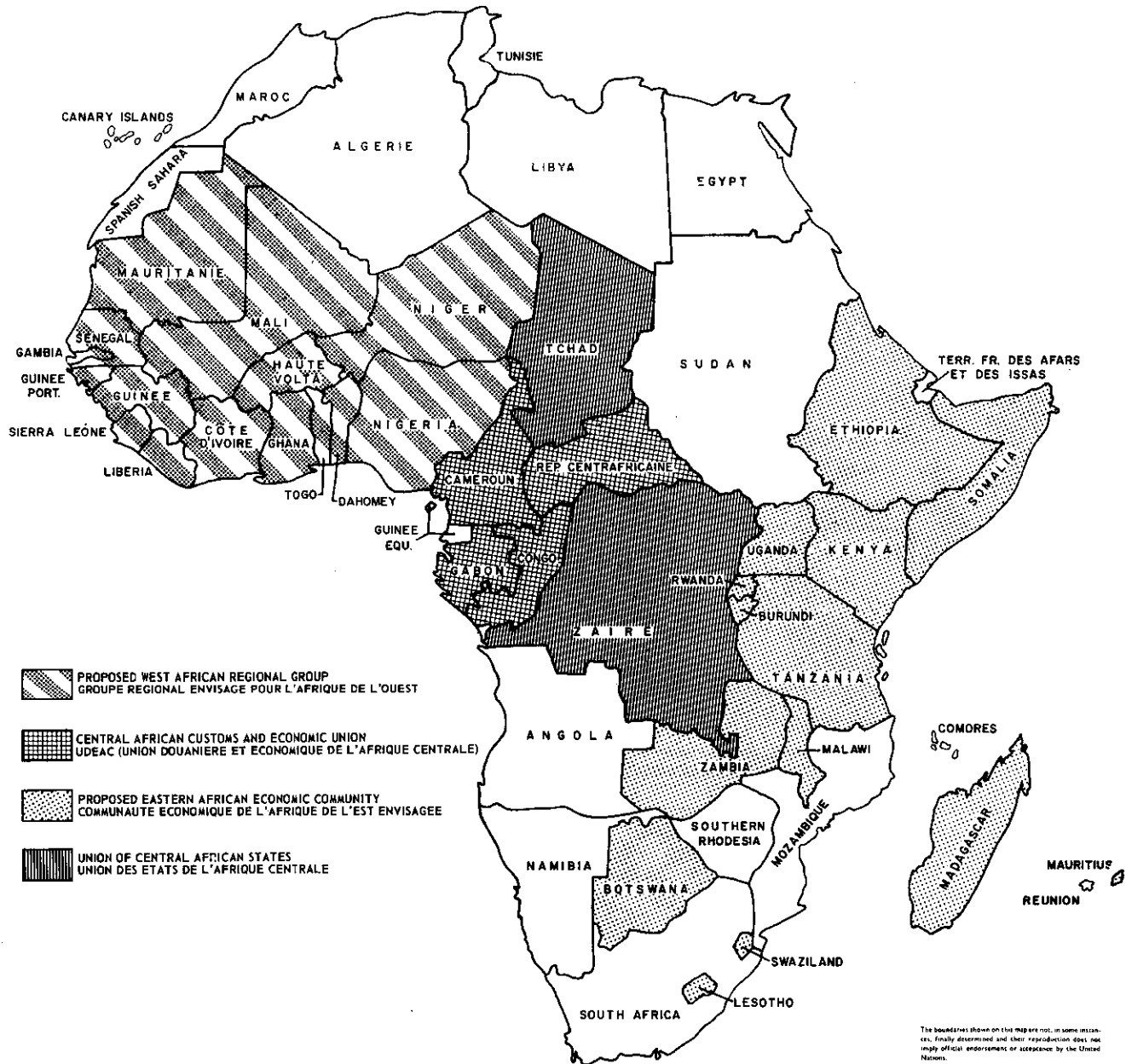
XXIII



The boundaries shown on this map are not, in some instances, finally determined and their reproduction does not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.  
Détails certains des frontières indiquées sur la présente carte ne sont pas définitivement fixées. Le fait qu'elles sont indiquées ne signifie pas que l'Organisation des Nations Unies les reconnaît ou les approuve officiellement.

SELECTED ECONOMIC GROUPINGS (1 JANUARY 1973)  
GROUPEMENTS ECONOMIQUES (1 JANVIER 1973)

XXIV



**GROUPEMENTS ECONOMIQUES (1 JANVIER 1973)**

The map illustrates the geographical distribution of the OICAD (Organisation internationale de la Francophonie) and CEAC (Conférence des États de l'Afrique de l'Est et du Centre) member states. The OICAD countries, including Senegal, Gambia, Guinea-Bissau, Guinea, Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Benin, Nigeria, Chad, Niger, Mali, Mauritania, and Morocco, are highlighted in black. The CEAC countries, including Sudan, Ethiopia, Somalia, Kenya, Uganda, Rwanda, Burundi, Tanzania, Angola, Namibia, Botswana, South Africa, Lesotho, Swaziland, Mozambique, Malawi, Zambia, Zimbabwe, and Madagascar, are highlighted in grey. The map also shows the French territories of the Afars and Issas and the Canary Islands.

The boundaries shown on this map are not, in some instances, finally determined and their reproduction does not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

Dans certains cas, les frontières indiquées sur la présente carte ne sont pas définitivement fixées. Le fait qu'elles sont indiquées ne signifie pas que l'Organisation des Nations Unies les reconnaît ou les approuve officiellement.

L'Organisation commune africaine, malgache et mauricienne (OCAM) est l'émanation du "Groupe de Brazzaville" et a été créée en 1966 par 14 pays: Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Haute-Volta, Madagascar, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo et Zaïre. Maurice a adhéré à l'OCAM en 1971. Cette organisation vise à instaurer une coopération pour le développement des principaux secteurs de l'activité économique tels que l'agriculture, l'industrie, les transports et communications, et elle fait une large place aux échanges intra-africains. Les décisions prises par l'organisation ont porté sur des projets destinés à favoriser des entreprises africaines, la sécurité sociale, l'établissement d'un système commun de comptabilité, la coopération entre universités et d'autres aspects de la recherche et de la mise en valeur des ressources humaines. L'OCAM a aussi créé une banque de développement.

Le Conseil de l'Entente a été créé en 1959 par la Côte d'Ivoire, le Dahomey, la Haute-Volta et le Niger pour renforcer la solidarité entre les Etats membres grâce à une formule destinée à garantir les emprunts contractés à l'extérieur par l'un ou l'autre de ces Etats. En 1966, le Conseil a institué un Fonds d'entraide et de garantie et en 1970 il a créé un marché commun de la viande. Des institutions de formation dans les domaines de la pêche et de la mécanique ont été créées et d'autres projets concernent la coordination des transports et des communications, le développement de l'industrie et du tourisme, l'exploitation commune des cuirs et peaux et la stabilisation des stocks de céréales.

La Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest regroupe la Côte d'Ivoire, le Dahomey, la Haute-Volta, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. Elle a été créée en 1970 pour remplacer l'Union douanière des Etats de l'Afrique de l'ouest. Elle a pour objectif d'améliorer les moyens de distribution, de développer les transports et les communications, d'harmoniser le développement industriel dans les Etats membres et de favoriser l'expansion du commerce intra-africain.

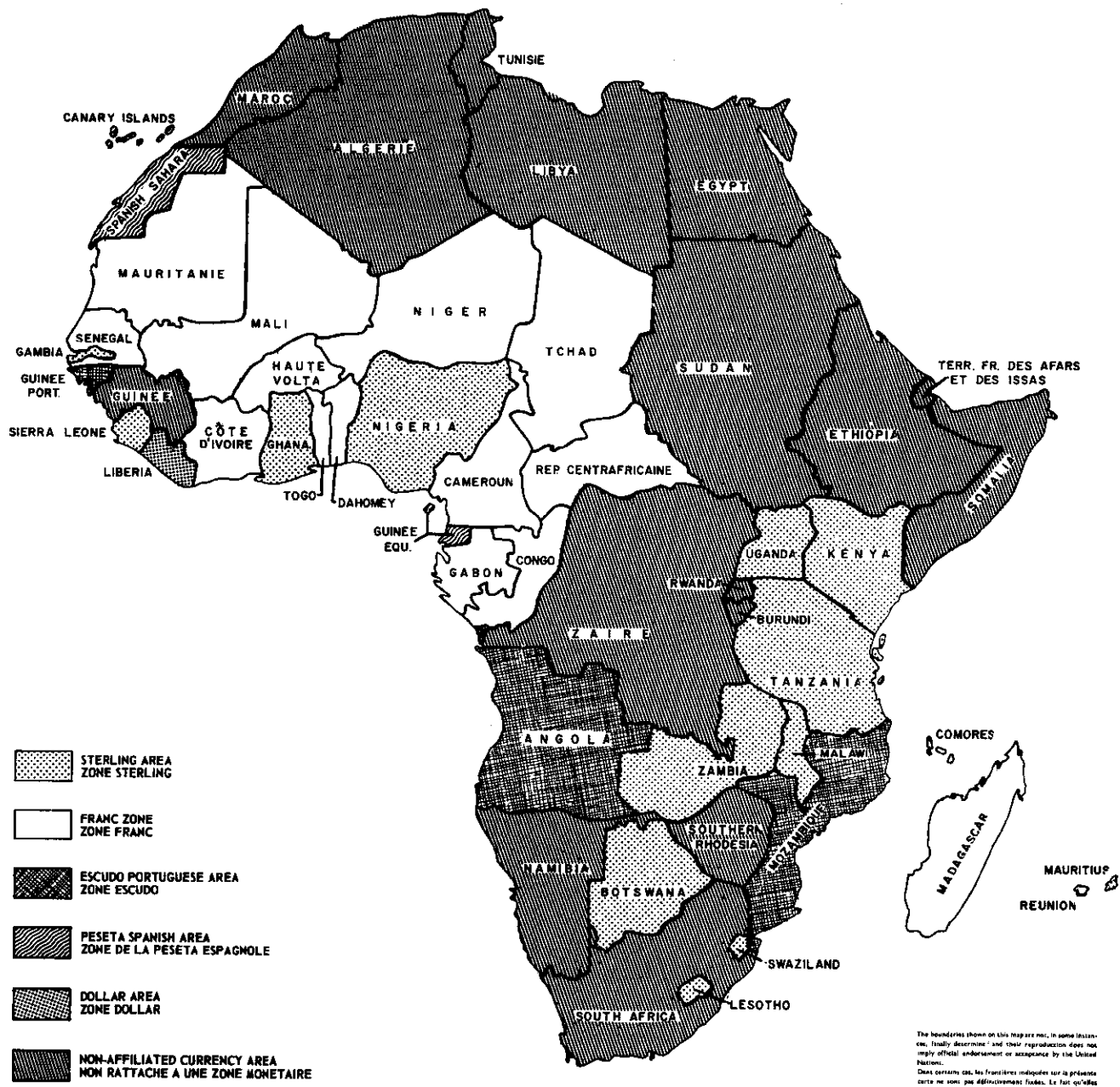
L'Organisation pour la mise en valeur du Sénégal (OMVS), lorsqu'elle a été créée en 1963, avait pour membres la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal. Elle vise à élaborer des solutions communes aux problèmes de développement et en particulier à favoriser les échanges et les paiements intra-africains. En 1970/71, la portée de ses objectifs a été élargie à la création d'un marché commun, à l'harmonisation des plans de développement et à la répartition des industries stratégiques. La Guinée s'est retirée de l'organisation.

De très importants groupements économiques ont été proposés, tels que le Groupe régional de l'Afrique de l'Ouest, ouvert à tous les pays de la sous-région, et la Communauté économique de l'Afrique orientale pour les pays de l'Afrique de l'Est.

D'autres groupements portent sur la coopération dans le domaine monétaire, comme l'Union douanière et monétaire de l'Afrique australe, l'Union monétaire de l'Afrique équatoriale et du Cameroun, l'Union monétaire de l'Afrique de l'Ouest et la Banque africaine de développement.

CURRENCY AREAS (1 JANUARY 1973)  
 ZONES MONETAIRES (1 JANVIER 1973)

XXVI

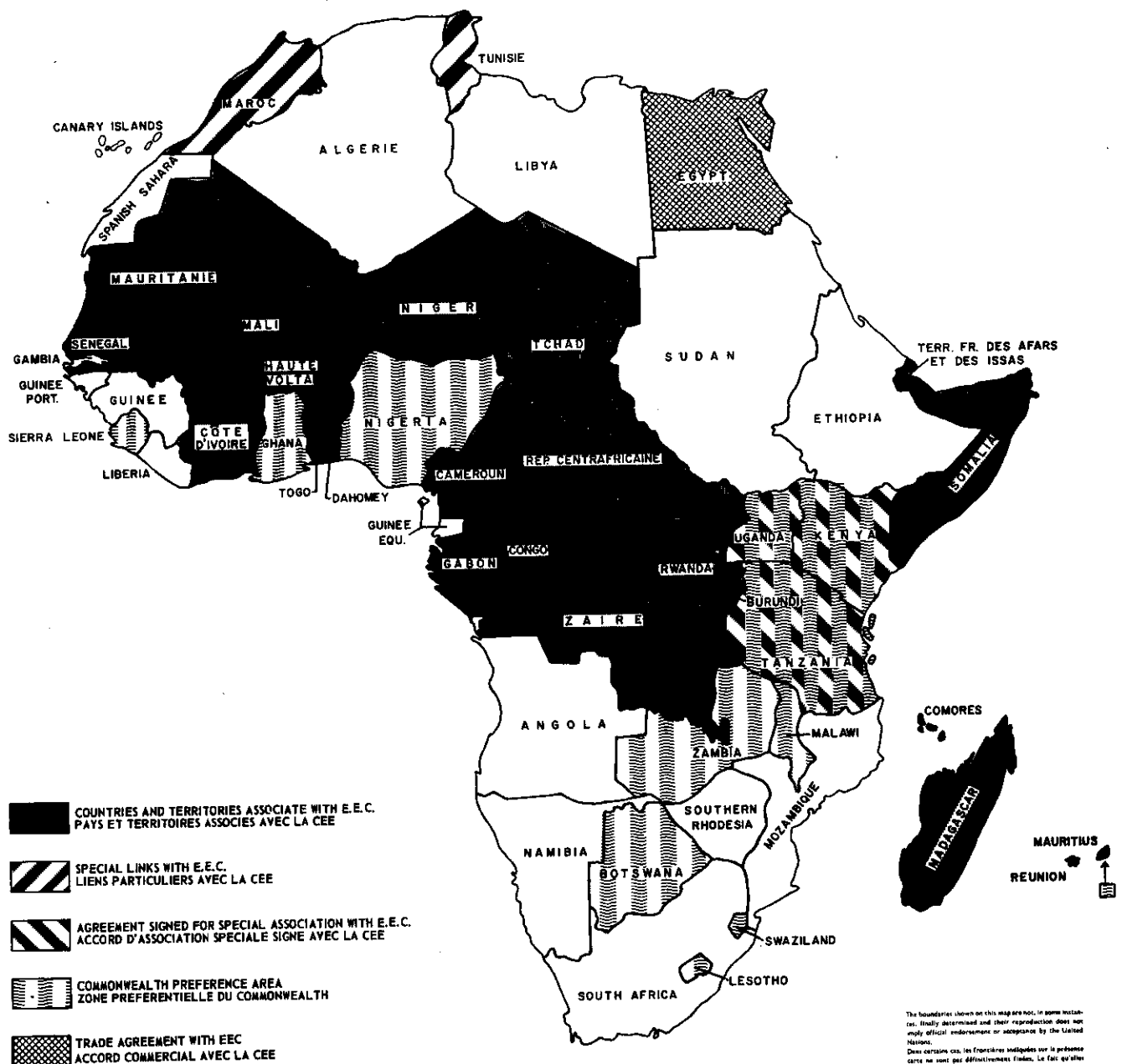


The boundaries shown on this map are not, in some instances, finally determined and their reproduction does not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.  
 Des frontières non définitivement fixées, leur reproduction ne saurait être considérée comme impliquant l'approbation officielle de l'Organisation des Nations Unies.

# EXTERNAL LINKS OF AFRICAN COUNTRIES (1 JANUARY 1973)

## LIENS EXTERIEURS DES PAYS D AFRIQUE (1 JANVIER 1973)

XXVII



Une certaine coopération s'est manifestée dans d'autres secteurs de l'économie comme les transports, avec le Comité de coordination de la route transafricaine, l'Association des compagnies aériennes africaines, la Commission africaine de l'aviation civile et Air Afrique.

Dans le domaine de l'agriculture, on trouve l'Alliance des producteurs de cacao, le Conseil africain de l'arachide et l'Association pour le développement de l'agriculture en Afrique de l'Ouest.

La liste n'est pas complète et des pays africains participent également à des accords sur des produits particuliers qui n'intéressent pas exclusivement l'Afrique, comme l'Accord international sur le café et l'Accord du Commonwealth sur le sucre.

Sur un plan plus large, la coopération de tous les pays en voie de développement pour présenter une position commune lors des délibérations de certains organes tels que la CNUCED devrait déboucher sur un développement plus rapide et plus efficace des régions défavorisées du monde.

Les graphiques XXVI et XXVII indiquent respectivement les zones monétaires auxquelles appartiennent les pays africains et leurs liens avec l'extérieur. D'une manière générale, les monnaies des pays africains sont rattachées au franc français ou à la livre sterling ou bien encore sont indépendantes. Il y a cependant plusieurs exceptions, dont le Libéria qui est rattaché à la zone dollars et l'Angola, le Mozambique et la Guinée (Bissau) qui sont rattachés à la zone escudo. Parmi les pays de la zone franc, on distingue deux groupes, l'un en Afrique de l'Ouest et l'autre en Afrique du Centre, dont les monnaies contrôlées par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ou par la Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun. Les pays en question (sept <sup>1/</sup> et cinq respectivement) utilisent le franc CFA. Le rand est l'unité monétaire utilisée en Afrique du Sud, au Botswana, au Lesotho, en Namibie et au Souaziland. La Gambie, le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Nigeria, l'Ouganda, la République-unie de Tanzanie, la Sierra Leone, et la Zambie ont leur propre monnaie.

Un certain nombre de pays d'Afrique n'appartiennent plus à aucune zone monétaire, à savoir l'Algérie, le Burundi, l'Egypte, l'Ethiopie, la Guinée, la Libye, le Malawi, le Maroc, la Rhodésie du Sud, la Somalie, le Soudan et le Zaïre.

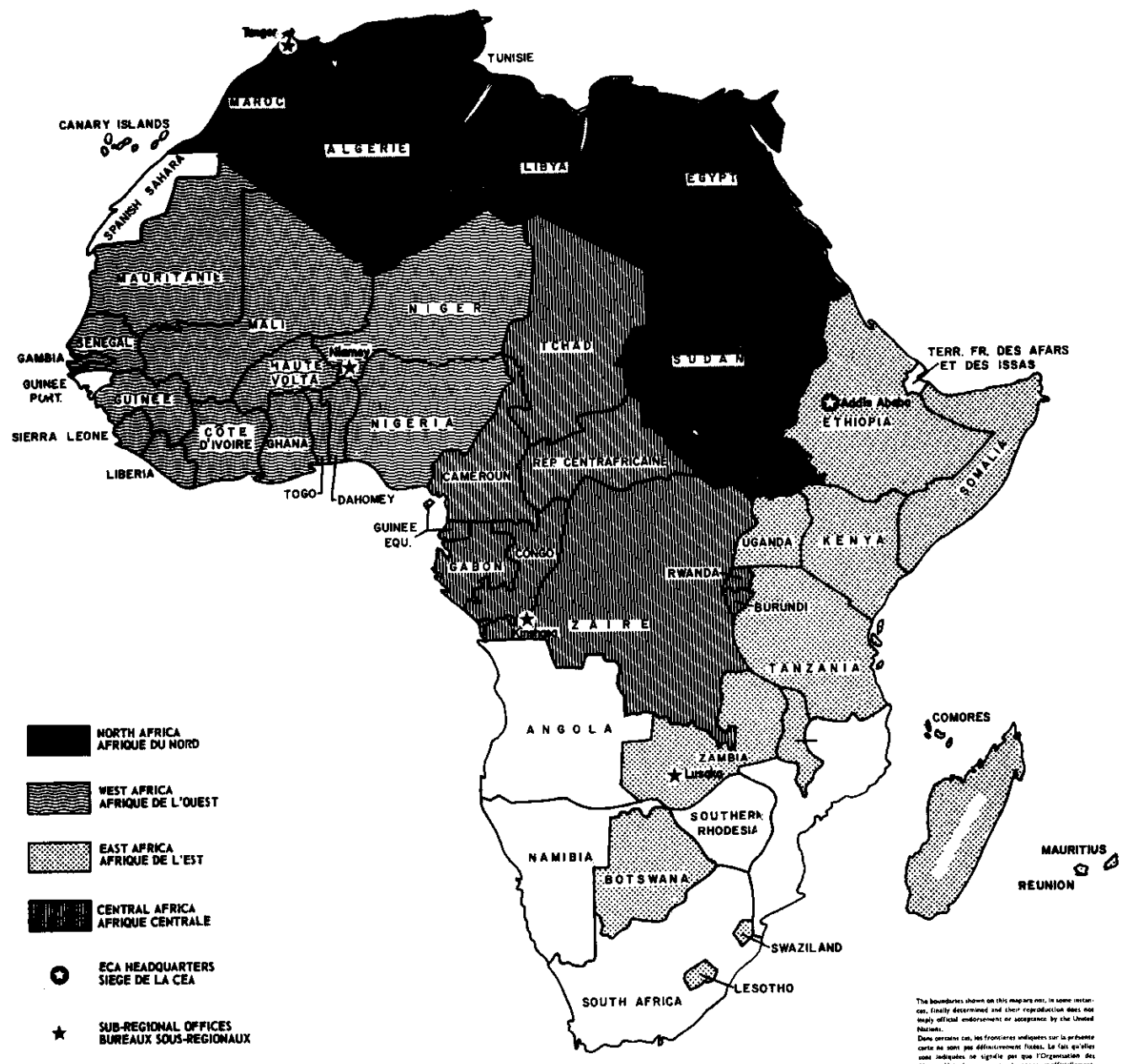
Sur le plan de leurs relations avec l'extérieur, les pays africains se divisent en pays associés d'une manière ou de l'autre avec la CEE et en pays faisant partie de la zone de préférences du Commonwealth. Par suite de l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE, il est probable que ces deux groupes de pays, peut-être à une ou deux exceptions près, s'associeront à la Communauté élargie. A ce moment, un petit nombre de pays seulement n'auront vraisemblablement aucun lien avec la CEE.

---

<sup>1/</sup> La Mauritanie se retire et entend établir sa propre monnaie.

ECA SUB-REGIONS  
SOUS-REGIONS DE LA CEA

XXVIII



La dernière carte indique les sous-régions de la CEA qui sont au nombre de quatre: Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est et Afrique du Centre. Les pays suivants ne sont pas compris dans ces sous-régions : Afrique du Sud, Angola, Guinée (Bissau), Mozambique, Rhodésie du Sud et Sahara espagnol.

Pour aider à l'intégration des divers groupes de pays dans les zones économiques, sept équipes de conseillers des Nations Unies pour le développement (UNDAT) sont en voie de constitution; chacune d'entre elles desservira six ou sept pays.